



Une solution à la crise libyenne en vue

Le maréchal Haftar en visite à Alger

L'Algérie multiplie ses contacts dans la perspective de la résolution de la crise libyenne. En recevant le maréchal Khalifa Haftar, partie prenante du conflit, un pas important est franchi vers la paix dont les pays voisins doivent, selon Lamamra, être partie prenante de la solution.

Page 2

Illizi

Six morts dans un accident de la circulation

Page 24



Par Amine Bensafi

La chute d'Alep, qui éloigne la Syrie de la partition, c'est la fin définitive du «Printemps arabe», de l'unilatéralisme américain et de tout ce que les Arabes ont connu depuis la chute du mur de Berlin. (1^{re} partie)

En remportant la bataille d'Alep, Bachar Al Assad, que le mérite revienne à sa seule armée, à l'Iran ou aux Russes, a mis fin aux thèses d'une partition de la Syrie. Le pays voit son intégrité territoriale préservée et il n'est plus question d'une Syrie coupée en

Depuis le début de l'année 350 terroristes neutralisés par l'armée

Depuis le début de l'année, l'Armée nationale populaire (ANP), a neutralisé 350 terroristes, rapporte la revue *El Djeich* dans son numéro du mois de décembre. Le bilan fait état également de saisie d'importantes quantités d'armes de guerre et de drogue.

Page 2



Les chefs de partis multiplient leurs sorties sur le terrain

Une précampagne pour éviter l'abstention

Page 3



Un bouleversement géopolitique annoncé

Quels lendemains après Alep ?

deux, voire en trois. C'est là la première des conséquences immédiates du tournant pris par le conflit syrien, en attendant d'autres toutes aussi lourdes.

Pour ne rester que dans la région, trois éléments sont à citer et qui ont une consonance assez importante pour donner des repères sur les développements post-bataille d'Alep, non seulement dans ce pays, mais aussi dans tout le monde arabe, pour ne pas aller plus loin. Au lendemain de l'annonce de la victoire d'Al Assad et des alliés, a eu lieu à Damas le premier attentat-suicide depuis que le conflit a éclaté en 2011. Perpétré, selon plusieurs agences de presse occidentales, par une fille âgée de sept ans seulement, cet attentat-suicide qui a visé un poste de police, se veut une tentative de représailles de la

rébellion contre le régime de Damas au lendemain de la chute de la place forte que fut Alep. Cela indique que la rébellion, tirant les conclusions de son échec militaire, est d'ores et déjà engagée dans la guérilla, abandonnant la stratégie d'occupation de territoires entiers comme ce fut le cas depuis le début du conflit.

En Syrie, la rébellion a commencé au grand jour et dans les villes et s'appête à poursuivre ce qui lui reste de jours à vivre dans la clandestinité et en dehors des agglomérations. Ceux qui ont bien analysé le terrorisme en Algérie savent très bien quel avenir attend une organisation armée qui commence et se développe dans les villes avant de les quitter pour la campagne puis pour d'autres no man's land.

Page 5

Il déplore sa mise à l'écart par la «bande des trois»

Rachid Halet dénonce un «règlement de comptes» au FFS

Comme il fallait s'y attendre, la situation s'envenime au Front des forces socialistes (FFS), au lendemain d'un conseil national qui a éjecté près de deux tiers de la composante du Secrétariat national du parti, un fait inédit dans les annales du plus vieux parti de l'opposition.

Page 3



Depuis le début de l'année

350 terroristes neutralisés par l'armée

Depuis le début de l'année, l'Armée nationale populaire (ANP), a neutralisé 350 terroristes, rapporte la revue *El Djeich* dans son numéro du mois de décembre. Le bilan fait état également de saisie d'importantes quantités d'armes de guerre et de drogue.



Par Karima Nacer

L'Armée nationale populaire resserre l'étau autour des groupes terroristes et les contrebandiers. En effet, l'ANP a abattue 125 terroristes et arrêtée 225 autres au cours de l'année en cours, indique la revue *El Djeich*. Le bilan indique aussi que de grandes quantités d'armes et de munitions saisies. Parmi les saisies les plus importantes, l'on peut citer, six missiles antiaériens, des dizaines de fusils sniper, 668 fusils automatiques kalashnikov, 792 grenades, 2 195 mines antipersonnel et 320 bombes de confection artisanale. Le bilan fait état également de saisie d'un lance-

missile de type Strela, des roquettes anti-hélicoptères au nombre de 17 avec un «panier de lancement», deux lance-missiles de type RPG-2 et cinq lance-roquettes RPG-5 et 18 autres RPG-7, souligne la revue *El Djeich*. Les militaires ont saisi aussi une vingtaine de mitrailleuses lourdes (calibres de 12,7 mm et 14,5 mm), de mortiers et autres armes artisanales. Toujours selon la revue *El Djeich*, les munitions saisies consistent en 190 000 balles de différents calibres, 1 244 chargeurs divers et plus de 24 000 cartouches de fusils. Les mêmes services comptabilisent également des centaines de roquettes saisies, dont 338 pour RPG-7, 640 obus de mortiers. Entre autres substances explosives

saisies, la revue *El Djeich* indique que l'armée algérienne a saisie 2 556 kg de produits chimiques pour leur fabrication, 10 ceintures explosives et près de 650 kg de dynamite.

La mission des troupes de l'armée ne se limite pas à la protection des frontières des incursions terroristes et de la circulation des armes. Elle s'étend à tous les trafics. Le bilan qui inclut en outre la lutte contre la contrebande fait état de la mise hors état de nuire de 414 narcotrafiquants et 2615 contrebandiers. Les éléments de l'ANP ont ainsi saisi près de 111 000 kg de kif traité et 1,84 million de litres de carburant, détaille la revue mensuelle de l'armée.

Le bilan indique égale-

ment que 458 casemates et abris ont été découvertes et détruites par les éléments de l'Armée algérienne. Par ailleurs, 1 035 détecteurs de métaux, 3 384 marteaux-piqueurs et 458 groupes électrogènes ont été récupérés par les éléments de l'Armée nationale populaire. 447 véhicules tout-terrain, 258 camions et 340 véhicules et 112 motos ont été saisis aussi, selon le bilan publié par la revue *El Djeich*. Les troupes de l'ANP exercent une forte pression sur les terroristes et les trafiquants en tout genre aux différentes frontières du pays. Sans oublier les opérations de sécurisation des frontières et de lutte contre la contrebande.

K.N.

Sécurité en Afrique L'Algérie jouit d'une «riche» expérience en matière de paix

Le secrétaire général adjoint de la Ligue arabe, Ahmed Ben Heli, a indiqué hier, que l'Algérie jouissait d'une riche expérience dans le domaine de la paix et de la sécurité, à travers le processus de réconciliation nationale, «à mettre à profit sur les plans africain et arabe». Dans une déclaration en marge du 4^{ème} Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, ouvert samedi à Oran, M. Ben Heli a indiqué que cette rencontre revêtait une grande symbolique liée à l'expérience algérienne en matière de réconciliation nationale initiée par le président de la République, Abdelaziz Bouteflika, qui a réussi à rétablir la paix et la sécurité dans le pays. «L'Algérie recèle une riche expérience en matière de réalisation de la paix et de la sécurité», a-t-il affirmé. La deuxième symbolique de ce séminaire concerne la réputation de la diplomatie algérienne, active lors des rencontres internationales et des médiations. Une expérience «à mettre à profit sur les plans continental et international», a estimé le responsable, ajoutant que le séminaire d'Oran «représente une des plus importantes tribunes internationales consacrées à la sécurité et à la paix en Afrique et dans le monde». «La ligue arabe présentera, lors de ce séminaire, sa vision sur les meilleurs moyens à même de préserver la paix et la sécurité dans le monde, tout en oeuvrant au renforcement de la coopération entre l'UA et la Ligue arabe», a-t-il dit. Pour lui, l'Algérie en tant que membre des deux organisations régionales constituait un trait d'union entre les dimensions africaine et arabe, ajoutant que l'Union africaine (UA) «œuvre en permanence à la résolution des problèmes du continent au niveau continental avant de les soumettre à l'ONU et cette position est très importante pour les africains».

Le 4^{ème} Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique s'est ouvert samedi à Oran à l'initiative du ministère des Affaires étrangères, avec la participation de plusieurs pays africains, d'experts et de représentants des organisations africaines et onusiennes et traitera de plusieurs questions ayant trait à la sécurité et à la paix dans le continent africain.

Lors de la deuxième journée, les participants examineront, à huis clos, le Partenariat entre le Conseil de sécurité de l'Union africaine et le Conseil de sécurité de l'ONU et le Financement des opérations de soutien de la paix et de la sécurité de l'UA.

Reda A.

Une solution à la crise libyenne en vue

Le maréchal Haftar en visite à Alger

Par Sofiane Aït Mohamed

L'Algérie multiplie ses contacts dans la perspective de la résolution de la crise libyenne. En recevant le maréchal Khalifa Haftar, partie prenante du conflit, un pas important est franchi vers la paix dont les pays voisins doivent, selon Lamamra, être partie prenante de la solution.

Hier donc, le ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, M. Abdelkader Messahel s'est entretenu, à Alger, avec le maréchal Khalifa Haftar qui effectue une visite en Algérie. Les entretiens ont porté «exclusivement sur les développements de la situation poli-

tico-sécuritaire que connaît la Libye et les moyens à même d'encourager le rétablissement rapide de la stabilité et de la sécurité dans ce pays». M. Messahel a saisi cette occasion pour rappeler les efforts que l'Algérie «n'a cessé de déployer en vue d'encourager les parties libyennes à atteindre un accord consensuel pour le règlement de la crise» dans ce pays. Dans ce contexte, il a réitéré la position «constante» de l'Algérie en faveur de la solution politique au conflit en Libye, dans le cadre de «la mise en œuvre de l'Accord politique, conclu par les parties libyennes le 17 décembre 2015, à travers le dialogue inclusif inter-libyen et la réconciliation nationale, seuls à

même de préserver l'unité et l'intégrité territoriale de la Libye, sa souveraineté et sa cohésion nationale et de mettre, ainsi, fin définitivement à la crise qui affecte durement le peuple frère libyen». Au même moment, le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a souligné à Oran que les pays voisins devraient être des parties de la solution à la crise en Libye. «L'Algérie considère que les frères voisins libyens ne devaient pas être les seules parties du problème. Les pays voisins pourraient collectivement être des parties de la solution», a déclaré M. Lamamra à la presse, en marge de

la deuxième journée du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique. «Ces pays ont le droit de faire partie de la solution à la crise en Libye, parce que ce sont eux qui vivent les conséquences préjudiciables immédiates de cette situation», a-t-il soutenu, tout en rappelant l'importance de l'initiative lancée par Alger, en mai 2014, pour la constitution d'un groupe des pays voisins pour la Libye. A cette occasion, le chef de la diplomatie algérienne a appelé à saisir l'opportunité de l'action engagée par l'Union africaine, lors de son dernier sommet, pour réactiver le comité des cinq chefs d'Etat africains, initié en 2011, pour aider à trouver les solu-

tions à la crise libyenne. M. Lamamra a estimé que «tous les acteurs travaillent la main dans la main afin que ce pays puisse reconstruire ses principales institutions». Il a également déploré le fait qu'après la chute de l'ancien régime libyen, la communauté internationale n'a pas été «activement engagée» dans la reconstruction de cet Etat. Pour reconstruire l'Etat, il faut donc amener Haftar à la table des négociations, lui qui veut être «le chef suprême» des armées. Si Haftar, soutenu par les Américains, notamment, revient à de meilleurs sentiments, le gouvernement provisoire d'Al Saraj peut espérer une issue heureuse.

S. A. M.

Les chefs de partis multiplient leurs sorties sur le terrain

Une précampagne pour éviter l'abstention

A quatre mois des élections législatives, plusieurs formations politiques sont entrées en précampagne électorale.



Par Leïla Bensaid

Le Rassemblement national démocratique a clôturée, ce week-end, les travaux de la session de son Conseil national qui a validé des décisions organiques portant notamment partage des charges concernant l'élaboration des listes électorales qui se fera au niveau des conseils de wilayas. Il sera procédé aussi à la mise en place d'un programme de campagne local au côté du programme fixé par la direction nationale. Par rapport aux frondeurs, Ouyahia ne recule pas devant la décision d'introduire les anciens cadres accusés devant les commissions disciplinaires, mais ces derniers qui ont tenu une rencontre à Tiaret, ont rejeté ce qu'ils qualifient de «l'exclusion et la marginalisation». Les opposants encouragent «les militants exclus», désirant prendre part aux prochaines élections législatives, à s'y engager résolument». Donc, il

n'est pas écarté de voir le RND avec des listes parallèles, le jour de scrutin.

Du côté de l'opposition, le Mouvement de société pour la paix n'a pas encore pris de décision concernant d'éventuelles alliances lors des prochaines législatives, notamment après l'annonce de la fusion entre le mouvement Ennahdha et le parti Al Adala de Djballah qui compte aussi former des alliances avec le mouvement El Binaa et le Front de changement. Cependant, le patron du MSP, Abderrezak Makri, s'intéresse à la participation des citoyens, sachant que ces dernières années, l'absentisme dans les législatifs est devenue une habitude avec le fossé qui se creuse davantage entre les partis et les citoyens.

Intervenant au cours du séminaire régional des cadres du MSP des wilayas de Sétif, Constantine, Jijel, Béjaïa et M'sila, il a appelé les citoyens à se diriger aux urnes «en millions» lors des prochaines

élections pour en assurer le succès. Makri a estimé que c'est «le peuple qui tranchera la bataille politique en Algérie» et est appelé, de ce fait, «à aller massivement voter» aux prochaines échéances électorales prévues en 2017. «Nous nous adressons au peuple pour l'appeler à ne pas renoncer à son droit et à prendre en main son devenir. Nous l'invitons également à militer à nos côtés pacifiquement en faveur de la patrie», a déclaré le président du MSP.

Le mouvement El Islah affirme que sa participation aux législatives 2017 vise à contrer les campagnes de désespoir et de boycott selon son président, Filali Ghouini. Ce parti n'a pas écarté l'idée d'une alliance avec d'autres formations politiques, soulignant que les partis islamistes et nationalistes démocratiques tendant vers un consensus politique national sont les bienvenus. Le président du parti Talaei El Houriyet, Ali Benflis, dont le parti n'a pas encore

annoncé sa participation aux prochaines élections, multiplie les sorties sur le terrain. Samedi dernier, il était à Touggourt (Ouargla), où il a parlé de la consécration de la «transparence et l'honnêteté des élections et d'éviter la fraude politique pour atteindre le changement graduel». Benflis a estimé que «la modernisation du système politique est la première condition pour réaliser une relance socio-économique du pays», celle-ci (modernisation) «ne pourra être concrétisée que par l'édification d'un Etat de droit». Le président du parti Tajamoue Amel El Djazaïr (TAJ), Amar Ghoul, qui fait face à quelques démissions, notamment à Tlemcen, a indiqué, samedi dernier, que les prochaines échéances électorales prévues en 2017 constitueront une «étape charnière» dans l'histoire de l'Algérie.

Dans une allocution de clôture de la session ordinaire du conseil national, Ghoul a réaffirmé, en outre le «soutien total de son parti» au Président Bouteflika. Il a aussi exprimé son soutien au gouvernement pour la concrétisation du programme du Président de la République.

Enfin, le SG de l'Alliance nationale républicaine, Belkacem Sahli, a appelé, samedi dernier à Alger, les partis politiques à s'engager dans les prochaines législatives à travers une «compétition loyale sur la base des programmes». Il a présidé une conférence nationale des chefs des bureaux de wilaya, il s'est félicité des indicateurs positifs concernant les prochaines législatives, des dispositions du nouveau Code électoral et des acquis de la dernière révision constitutionnelle. Sahli a appelé les partis de l'opposition à «saisir le climat de confiance qui règne pour finaliser les réformes pour la transparence et l'intégrité des prochaines échéances électorales». **L. B.**

Rapport du département d'Etat américain sur le voyage en Algérie

Une procédure bureaucratique de routine, selon Lamamra

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a rappelé, hier à Oran, que l'Algérie était le premier pays à avoir stratégiquement triomphé du terrorisme, estimant que la récente mise en garde américaine contre le voyage d'Américains vers certaines régions d'Algérie relevait d'une procédure «bureaucratique de routine».

Dans une déclaration à la presse, en marge des séances de la deuxième journée du 4^{ème} Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique qui se tient à Oran, M. Lamamra a affirmé que les rapports du département d'Etat américain mettant en garde les Américains contre le voyage vers certaines régions d'Algérie «s'inscrivent dans le cadre d'un travail bureaucratique de routine, consistant en une série de recommandations soumises par les services consulaires américains».

«L'Algérie est le premier Etat à avoir stratégiquement triomphé du terrorisme», a-t-il martelé, appelant à ne pas se focaliser sur de tels «rapports de routine récurrents».

«Il y a effectivement un communiqué sur l'Algérie, mais il y en a un autre similaire concernant Paris où il est recommandé aux Américains voyageant vers la France d'éviter de se rendre dans certaines régions parisiennes pour avoir été le théâtre d'actes criminels et terroristes».

«Il ne faut donc pas accorder plus d'importance qu'il n'en faut à ces documents de routine émanant du service consulaire des Etats Unis», a-t-il dit. «Quant aux allégations «d'un illustre inconnu» à Bruxelles, le chef de la diplomatie algérienne a estimé qu'«il en est autrement».

«Certes, il est aisé pour quiconque de dire ou d'écrire ce qu'il pense, mais la situation à Alep est incomparable», a soutenu M. Lamamra, considérant que de «telles sornettes ne méritent pas qu'on s'y arrête».

«La situation en Algérie est loin de susciter un tel parallèle», a-t-il insisté.

«A Alep, l'Etat syrien a réussi à recouvrer sa souveraineté et à reconquérir la ville», a ajouté M. Lamamra, relevant que «les auteurs de la déclaration de Bruxelles misaient sur le triomphe du terrorisme dans cette ville et ailleurs».

«Devant la défaite du terrorisme à Alep, ils croient pouvoir transposer leur fantasme en Algérie», a affirmé M. Lamamra pour qui «pareils propos méritent peu de cas».

R. N.

Il déplore sa mise à l'écart par la «bande des trois»

Rachid Halet dénonce un «règlement de comptes» au FFS

Par M. Ait Chabane

Comme il fallait s'y attendre, la situation s'envenime au Front des forces socialistes (FFS), au lendemain d'un conseil national qui a éjecté près de deux tiers de la composante du Secrétariat national du parti, un fait inédit dans les annales du plus vieux parti de l'opposition. En réaction à sa mise à l'écart, Rachid Halet assène de graves accusations envers la direction actuelle du FFS, particulièrement «la bande des trois», parmi laquelle il cite l'ancien premier secrétaire et député de Boumerdès, Ali Laskri. Dans un communiqué rendu public hier,

Rachid Halet, tout en déplorant «une purge et un règlement de comptes», en réaction au remaniement opéré dans la composante du Secrétariat national, accuse «les putschistes» d'avoir agi «au mépris des règles les plus élémentaires, des protocoles, de l'éthique et du fonctionnement régulier du parti». Revenant sur son éviction des rangs du parti, Rachid Halet a déploré l'attitude adoptée par l'actuel premier secrétaire, Abdelmalek Bouchafa, qui a complètement «abdiqué sur ses compétences et ses prérogatives statutaires et a capitulé sans condition devant la bande des trois». Et d'augurer d'un avenir sombre pour le parti cher à

feu Hocine Aït Ahmed, car avec son «architecture actuelle», il subira une cinglante débâcle à l'occasion des prochaines élections législatives, a-t-il laissé entendre. Pour Rachid Halet, «la purge est appelée à s'élargir» au FFS, et elle se fera de «façon souterraine», jusqu'à l'éviction de tous les cadres et militants récalcitrants. Une démarche de capitulation qui s'apparente à une «soumission totale», a encore asséné Rachid Halet, pour dire toute la confusion qui prévaut au sein du parti, consommant chaque jour un peu plus la cassure avec sa base militante et ses cadres de première heure. La démission du député de Bouira, Ahmed Betatache, au len-

demain de la décision d'écarter Halet illustre parfaitement cette situation de crise qui couve au plus vieux parti de l'opposition. Une crise qui ira crescendo à l'approche des élections législatives. Mais avant, le FFS qui s'appareille à organiser un meeting populaire dans la capitale avant la fin de l'année en cours pour jauger de son degré de mobilisation et prendre la température de sa base militante, devra croiser le fer en perspective d'un autre rendez-vous, pas des moindres, la conférence des élus qu'il envisage d'organiser au courant de janvier prochain. Viendra après la bataille de représentativité dans les listes électorales en perspective des législa-

tives qui ne manquera pas d'exacerber la situation au niveau des fédérations de Béjaïa, Tizi Ouzou, Bouira et Boumerdès. Dans cette optique, rien n'augure de bon pour le parti cher à feu Aït Ahmed dont le legs s'avère trop lourd pour l'actuelle direction. Conjuguée avec la forte compétition prévue aux prochaines législatives avec la participation de la quasi totalité des formations politiques, la crise risque de plonger le FFS dans une situation domageable aux valeurs historiques et démocratiques du plus vieux parti de l'opposition et hypothéquer sérieusement son ancrage parmi la population.

M.A.C.

Auto-écoles

La limitation du nombre de candidats refusée

L'Organisation nationale des auto-écoles (ONAE), ne cache plus son mécontentement quant aux dernières mesures prises par le ministère des Transports dans le cadre de la réorganisation des examens d'obtention des permis de conduire.



Par Rachid Chihab

En effet, l'organisation a refusé, samedi lors d'une rencontre à Bouira, toute limitation du nombre de candidatures et de sessions d'examen par mois comme cela a été adopté récemment par le ministère des Travaux publics et des Transports, estimant que cela «pénalisera et l'auto-école et le candidat».

Le refus de l'Onae de limiter, mensuellement, le nombre de candidats, mais aussi d'examens a été exprimé lors d'une réunion, tenue à la Maison de la culture Ali Zaâmoum de la ville de Bouira, ayant regroupé plusieurs patrons d'auto-écoles issus d'une vingtaine de wilayas, notamment celles de l'ouest du pays à l'image de Mostaganem, Oran, Tlemcen, Naâma et Tiaret. «Nous refusons la limitation du nombre de candi-

dats ainsi que de sessions d'examens, dont le ministère a limité le nombre à 15 candidats pour un seul examen par mois», a souligné un groupe de patrons d'auto-écoles lors de cette réunion destinée initialement à l'élection du bureau de Bouira cités par l'APS.

Selon le président de l'Onae, Ibrahim Yaâkoub, le ministère des Transports et des Travaux publics avait adopté les propositions faite auparavant par l'Union générale

des Commerçants et artisans algériens (Ugcaa) portant, notamment sur la limitation du nombre de candidats devant passer l'examen par mois, sur le nombre de véhicules utilisés par les auto-écoles ainsi que sur le nombre de catégories de formation de conduite. «Tout cela nous le refusons, et c'est pour cela que nous nous sommes réunis aujourd'hui. Nous allons faire nos propres propositions et élaborer tout un rapport pour le transmettre

au ministère de tutelle», a expliqué M. Yaâkoub.

Les participants à cette rencontre réclament «la hausse du nombre de candidats à 30 ou 40 par examen mensuel», mais aussi «l'amélioration des conditions de travail en augmentant le nombre de circuits d'apprentissage et d'examen à travers toutes les wilayas du pays pour permettre aux auto-écoles d'améliorer la qualité de la formation des candidats». «Au cours de cette rencontre, les différents intervenants ont réclamé, entre autres, de revoir les méthodes de travail au sein des auto-écoles, la qualité de la formation des candidats et le statut des auto-écoles qui, ont-ils insisté, sont des formateurs et non pas des commerçants».

Les participants à cette réunion ont également examiné la question relative au «droit à l'erreur pour le candidat pendant l'examen», ainsi que la nécessité d'étendre et d'augmenter le nombre de circuits d'apprentissage et d'examens «pour l'amélioration des conditions de travail pour les moniteurs et les examinateurs».

Certains présents à la rencontre ont saisi l'occasion pour dénoncer «les manœuvres frauduleuses de quelques auto-écoles qui n'honorent pas le secteur, notamment concernant la question inhérente aux méthodes d'octroi du permis». Des voix n'arrêtent pas d'augmenter la hausse des accidents de la circulation à la mauvaise formation des conducteurs et au laxisme des examinateurs.

R.C.

Insertion professionnelle

L'Etat continuera à accompagner les jeunes

L'Etat continuera à «accompagner» et à «encourager» la formation des jeunes chômeurs en vue de leur insertion professionnelle, a affirmé dimanche à Alger, le secrétaire général du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Mohamed Khiat.

M. Khiat s'exprimait à l'ouverture de l'atelier d'évaluation du projet «Autonomisation et emploi des jeunes à Adrar et Médéa», lancé en 2014 par le gouvernement algérien en partenariat avec le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le Bureau international du travail (BIT) et l'ambassade du Japon en Algérie.

Le représentant du ministère du Travail a soutenu que l'insertion professionnelle des jeunes demeure une «préoccupation» et une «priorité» des plus hautes autorités du pays, rappelant les différents mécanismes mis en place depuis quelques années pour assurer une «première» employabilité à cette frange de la société.

«Ces dispositifs contribuent à la mise en œuvre effective de la politique nationale du travail» prônée par le gouvernement, a-t-il poursuivi, plaidant pour une «coordination» entre les différents acteurs intervenant dans ce domaine, afin de garantir l'efficacité des actions.

Commentant le projet objet de la rencontre, M. Khiat a estimé que celui-ci est basé sur des «actions

concrètes et des thèmes variés» et de nature à «améliorer les compétences» des bénéficiaires, tout en constituant une «base technique importante» en matière de formation en entrepreneuriat.

Pour sa part, l'ambassadeur du Japon en Algérie, Masaya Fujiwara, dont le pays a contribué financièrement au projet, a considéré l'autonomisation des jeunes comme étant «indispensable à la stabilité sociale du pays et un facteur de lutte contre l'extrémisme

religieux». Rappelant le «défi» pour l'Algérie consistant à diversifier son économie, il a souligné la «disponibilité» de son pays à mettre au service des autorités algériennes le modèle suivi par celui-ci au lendemain de la seconde guerre mondiale et ayant fait de lui une puissance économique. Lequel modèle a-t-il détaillé, s'est appuyé sur les éléments fondamentaux que sont l'éducation et la formation professionnelle. Exprimant la même

«volonté» d'accompagnement du gouvernement algérien pour l'insertion professionnelle des jeunes, la représentante du Pnud, Randa Abou-Hosn a considéré que le projet mis en œuvre dans les deux wilayas ciblées contribue à «améliorer une approche participative et inclusive» en direction des jeunes. De même, a ajouté Randa Abou-Hosn, qu'il s'inscrit dans l'esprit de «l'engagement» de l'agence onusienne auprès du gouverne-

ment algérien pour les années 2016-2018 de réaliser des actions «sur la base de résultats». Il s'agit également d'un projet qui vient en «complément des moyens importants» dégagés par l'Etat algérien pour la résorption du chômage parmi la jeune population, a-t-elle poursuivi, conviant les autorités du pays à «une utilisation plus efficace des ressources», compte tenu de l'actuelle conjoncture économique.

Y. L.

Saudi Arabian Airlines

Un vol hebdomadaire Djeddah-Alger à partir de janvier

La compagnie Saudi Arabian Airlines compte ouvrir une 5^{ème} ligne directe hebdomadaire entre l'Algérie et l'Arabie Saoudite à partir du mois de janvier 2017.

Dans une déclaration à l'APS, le directeur de Saudi Arabian Airlines Algérie, Mohamed Ali Mohamed Nemri, a indiqué que cette ligne reliera les aéroports d'Alger et de Djeddah, portant le nombre des vols entre ces deux aéroports à trois vols hebdomadaires, outre deux autres vols entre Alger et Médine.

La compagnie aérienne saoudienne a repris ses vols réguliers vers l'Algérie en novembre dernier avec deux liaisons directes. La première entre Djeddah et Alger à raison de deux vols hebdomadaires et la deuxième entre Médine et Alger à raison de deux vols hebdomadaires et ce, les samedi, lundi et mercredi. La compagnie

aérienne saoudienne a réservé deux boeing 777 pour le transport des voyageurs : le premier est d'une capacité de 341 places, (14 en classe affaires et 327 en classe économique) pour la desserte Alger-Djeddah. Le deuxième est d'une capacité de 413 places (30 en classe affaires et 383 en la classe économique) pour la desserte Alger-Médine. Le vol d'une durée de 4h 45 mn est à un prix variant entre 58 000 DA et 86 000 DA a fait savoir M. Nemri, ajoutant que les quatre vols assureront quelque 1 500 places/semaine. La programmation de ces deux lignes «permettra aux voyageurs à destination d'Arabie Saoudite de réduire considérablement la durée du vol», a précisé M. Nemri, rappelant que les voyageurs vers ces deux destinations étaient, par le passé, contraints de faire escale à Istanbul, à Doha ou au Caire. «Nous aspirons

également à augmenter le nombre des vols au profit des pèlerins accomplissant la Omra, des hommes d'affaires et des touristes algériens à destination des Lieux Saints et de nouvelles destinations vers le Moyen-Orient, l'extrême-est et le sud-est asiatique (Thaïlande, Vietnam, le Singapour, Chine, Japon, Corée du Sud, Malaisie, les Maldives et autres), a ajouté M. Nemri. Saudi Arabian Airlines a repris le 21 novembre dernier ses vols réguliers entre l'Arabie Saoudite et l'Algérie, desservis auparavant dans le cadre de lignes aériennes contractuelles pour le transport des pèlerins tant pour le Hadj que pour la Omra. Néanmoins, la compagnie aérienne saoudienne poursuivra ses lignes contractuelles pour le transport des pèlerins algériens accomplissant le Hadj et la Omra.

R. N.

Un bouleversement géopolitique annoncé

Quels lendemains après Alep ?

La chute d'Alep, qui éloigne la Syrie de la partition, c'est la fin définitive du « Printemps arabe », de l'unilatéralisme américain et de tout ce que les Arabes ont connu depuis la chute du mur de Berlin. (1^{ère} partie)



Par Amine Bensafi

En remportant la bataille d'Alep, Bachar Al Assad, que le mérite revient à sa seule armée, à l'Iran ou aux Russes, a mis fin aux thèses d'une partition de la Syrie. Le pays voit son intégrité territoriale préservée et il n'est plus question d'une Syrie coupée en deux, voire en trois. C'est là la première des conséquences immédiates du tournant pris par le conflit syrien, en attendant d'autres toutes aussi lourdes.

Pour ne rester que dans la région, trois éléments sont à citer et qui ont une consonance assez importante pour donner des repères sur les développements post-bataille d'Alep, non seulement dans ce pays, mais aussi dans tout le monde arabe, pour ne pas aller plus loin. Au lendemain de l'annonce de la victoire d'Al Assad et des alliés, a eu lieu à Damas le premier attentat-suicide depuis que le conflit a éclaté en 2011. Perpétré, selon plusieurs agences de presse occidentales, par une fille âgée de sept ans seulement, cet attentat-suicide qui a visé un poste de police, se veut une tentative de représailles de la rébellion contre le régime de Damas au lendemain de la chute de la place forte que fut Alep. Cela indique que la rébellion, tirant les conclusions de son échec militaire, est d'ores et déjà engagée dans la guérilla, abandonnant la stratégie d'occupation de territoires entiers comme ce fut le cas depuis le début du conflit.

En Syrie, la rébellion a commencé au grand jour et dans les villes et s'apprête à poursuivre

ce qui lui reste de jours à vivre dans la clandestinité et en dehors des agglomérations. Ceux qui ont bien analysé le terrorisme en Algérie savent très bien quel avenir attend une organisation armée qui commence et se développe dans les villes avant de les quitter pour la campagne puis pour d'autres no man's land.

On parle de près de 150 000 combattants parmi les rebelles qui seraient encore en activité, mais non seulement ce chiffre communiqué par les chancelleries occidentales est à mettre en doute après la chute d'Alep, mais en plus, il en est beaucoup qui risquent de déposer les armes et de tout simplement quitter le pays.

C'est notamment le cas de djihadistes venus de l'étranger pour renforcer des groupes armés islamistes. On sait que beaucoup d'entre eux sont venus, par exemple, de Tunisie ou de Libye, sans compter ceux venus des pays européens. Cette perspective n'est pas à saluer, du moins pour les pays du Maghreb, si l'on se remémore le parcours entrepris par les djihadistes d'Al Qaïda qui se trouvaient à Tora Bora, en terre afghane, sous la direction d'Oussama Ben Laden. Après l'invasion de l'Afghanistan, les cellules d'Al Qaïda ont tenté de se reconstituer en Irak puis au Yémen, avant qu'un certain nombre d'entre elles fasse le voyage vers la corne de l'Afrique de l'Est et finit par atterrir dans le désert du Sahel et contribuer à ce que l'on connaît aujourd'hui sous le label Aqmi, Al Qaïda au Maghreb islamique.

Cette possibilité de voir

débarquer des dizaines de djihadistes venus tout droit de la Syrie est d'autant plus plausible que la situation n'est toujours pas rétablie en Libye où, depuis 2014, l'Etat islamique s'est implanté aux abords de la ville de Syrte d'où il vient à peine d'être délogé. Somme toute, il ne faut pas exclure que la question ait été au menu du volet de la coopération sécuritaire lors des discussions entre Abdelaziz Bouteflika et son homologue tunisien, Caïd Essebsi, lors de la récente visite de ce dernier à Alger.

On parle de près de 2000 ressortissants tunisiens qui auraient profité de la confusion qui régnait dans le pays entre 2011 et 2012 pour se rendre en Syrie et dont, aujourd'hui, Tunis ne veut absolument pas. En revanche, le nombre d'Algériens est estimé à moins de 200 selon des déclarations officielles qui ont toujours, et à juste titre, minimisé l'influence de Daech en Algérie.

L'autre élément qui renseigne sur les perspectives de la rébellion en Syrie, c'est la diffusion d'un prêche enregistré de près de 14 minutes du Cheikh Abdallah M'hasni, un des leaders spirituels de la rébellion islamiste en Syrie et réfugié à Idlib, dans lequel ce

dernier s'en prend violemment aux différentes factions qui, selon lui, auraient versé dans la division et abandonné la voie du Coran, causant par leur attitude la défaite d'Alep. Mais il s'en est violemment pris aux dirigeants des monarchies du Golfe qui, selon lui, ont abandonné la rébellion, de même que les puissances occidentales qui ont prouvé encore une fois que les mécréants se ressemblent d'où qu'ils viennent. Cheikh M'hasni, qui compte comme un des idéologues de la rébellion syrienne, a de la sorte mis le doigt sur un point sensible qui a

conduit à la chute d'Alep, entendre les conflits entre les dirigeants des groupes qui se sont adjugés des zones d'influence personnelle et oublié la cause commune. Il a aussi évoqué la trahison des alliés arabes et turcs qui

ont soutenu l'opposition syrienne six années durant avant d'abandonner, selon lui, la ville d'Alep. Le même orateur a vivement critiqué des organisations comme la Croix-Rouge.

Cette prise de position porte deux significations. D'une part, l'éclatement de la rébellion armée (ce qui renforce la thèse d'une exfiltration à venir de plu-

sieurs djihadistes étrangers) et, de l'autre, la tournure plus nationale que devrait prendre le conflit à l'avenir.

En d'autres termes, on verra une rébellion « débarrassée » de l'apport étranger (d'autant que la chute d'Alep signifie la fin de toute l'aide qui provenait de la frontière turque), se concentrer sur une solution interne et ne plus rien attendre de l'étranger. De là à dire qu'une solution politique est en vue en Syrie, il y a un pas qu'il serait prématuré de franchir.

Certes, dans la position de force où il se trouve désormais, et s'il veut hâter le rétablissement de la sécurité dans toute la Syrie, Bachar Al Assad a tout intérêt à proposer une sorte de réconciliation nationale, de quelque crédibilité qu'elle puisse être. Mais on ne le voit pas se lancer dans une telle initiative, certainement pas avant de poursuivre son élan victorieux afin de réduire davantage les capacités de nuisance et de négociation de ses ennemis.

Pourtant, tout indique que Moscou souhaite mieux. Au lendemain de la chute d'Alep, et après que le *Financial Times* ait annoncé que cela signifiait « la fin de l'influence occidentale au Moyen-Orient », le président russe, Vladimir Poutine, a annoncé qu'il travaille avec le président turc, Recep Tayyip Erdogan, afin de commencer une nouvelle série de pourparlers syriens de paix visant à parvenir à un cessez-le-feu en Syrie. Une initiative qui fait une croix sur les Américains, les Européens, les pays du Golfe et même l'ONU qui, visiblement, ne font plus partie de l'équation syrienne. Pas même l'Iran ! Toujours sans parler de départ du président Al Assad, Moscou évoque un ordre du jour comprenant des conditions qui viennent la formation d'un gouvernement de transition avec pleins pouvoirs. On peut dire que les Russes vont vite en besogne ! Il semble, à ce propos, que les négociations politiques aient commencé dans le secret à Istanbul entre les représentants des factions de la rébellion et des agents de l'armée russe sous l'égide de la Turquie. En sus de l'évacuation en cours à Alep, on évoque des échanges de prisonnier et un accord de cessez-le-feu. Dans une seconde étape, ces négociations pourraient être ouvertes à Damas et à Téhéran.

Le président Poutine a rétabli la superpuissance de la Russie au Moyen-Orient par la porte syrienne et il y a fort à parier qu'il ne s'arrêtera pas à cette frontière syrienne. Voilà pourquoi la nouvelle année sera pleine de surprises, car le Monde arabe, et le monde tout court, est à la fin d'un cycle et au début d'un autre, face à l'effondrement d'alliances et la montée d'autres parfois les plus improbables. **A. B.**

Ceux qui ont bien analysé le terrorisme en Algérie savent très bien quel avenir attend une organisation armée qui commence et se développe dans les villes avant de les quitter pour la campagne puis pour d'autres no man's land.

Médicaments

Légère baisse de la facture d'importation sur 10 mois

La facture d'importation des produits pharmaceutiques a baissé de plus de 2% au cours des 10 premiers mois de 2016 par rapport à la même période de l'année 2015, a appris l'APS auprès des Douanes.



Ainsi, la valeur des importations de ces produits s'est réduite à 1,51 milliard de dollars (md usd) entre début janvier et fin octobre 2016, contre 1,55 md usd à la même période de 2015, soit une baisse de 2,12 %, précise le Centre national de l'informatique et des statistiques des douanes (Cnis).

Quant aux quantités importées, elles ont reculé de 7,7% en s'établissant à 19.389 t contre 21.004 t.

Par catégorie de produits, la facture des médicaments à usage humain s'est chiffrée

à 1,42 md usd contre 1,47 md usd (-2,94 %), avec des quantités qui ont aussi baissé à 17.294 t contre 19.083 t (-9,4%).

Pour les médicaments à usage vétérinaire, la facture a par contre légèrement augmenté à 25,1 millions usd contre 24,7 millions usd pour la même période de 2015, soit une hausse de 1,55%, alors que les quantités importées ont baissé à 541 t contre 578,5 t (-6,46%).

Pour les importations des produits parapharmaceutiques (pansements adhésifs, gazes, réactifs...), elles

ont augmenté à 64,5 millions usd (1,5 million t) contre 54,6 millions usd (1,3 million t), soit une hausse de 18,2% en valeur et de 15,21 % en volume.

Dans le cadre de la rationalisation des importations des médicaments, un arrêté ministériel publié en décembre 2015 avait fixé la liste des produits pharmaceutiques à usage humain et des matériels médicaux fabriqués en Algérie qui sont interdits à l'importation.

Il s'agit de 357 médicaments composés de comprimés, crèmes et pommades dermatiques, solutions injectables, suppositoires, pom-

mes ophtalmiques et de sirop.

S'y ajoute également une liste de 11 matériels médicaux fabriqués localement et qui sont aussi interdits à l'importation telles les seringues, compresses et bandes de gaze et la bicarbonate de soude pour dialyse.

En 2015, les importations des produits pharmaceutiques avaient atteint 1,96 milliard de dollars (-22% par rapport à 2014) pour un volume global de près de 27.000 tonnes (-15,32%).

Riad D.

Wilaya d'Alger

Plusieurs projets d'investissement opérationnels

Plusieurs entreprises industrielles et économiques spécialisées dans la production de matériaux de construction, de médicaments et de lait et dérivés sont entrées en fonction dans les communes de Reghaïa, El Harrach et Birtouta, a-t-on constaté.

Lors d'une visite de travail et d'inspection de plusieurs projets privés dans les communes de Rouiba, Reghaïa, El Harrach, Birtouta et Sid M'hamed, le wali d'Alger Abdelkader Zoukh a indiqué que ces unités contribueront à la création de nombreux postes d'emploi dans la wilaya.

Il s'agit en l'occurrence des unités industrielles de production du carrelage (Reghaïa), du lait et dérivés (El Harrach) et de médicaments (Birtouta) outre l'Institut de soutien aux universitaires porteurs de projets innovants (Sidi M'hamed).

M. Zoukh a fait savoir que des mises en demeure ont été adressées aux investisseurs bénéficiaires d'assiettes foncières n'ayant pas encore entamé la réalisation de leurs projets.

Mme Fatiha Slimani, chargée d'études et de synthèses à la wilaya d'Alger, a fait savoir que «136 projets d'investissement sont recensés au niveau de la wilaya d'Alger dont 36 dans la nouvelle-ville de Sidi Abdellah», ajoutant que l'«enveloppe financière globale allouée à ces projets est de 650 milliards de DA».

Ces projets qui consistent en la réalisation de parkings, polycliniques, hôtels et autres contribueront à la création de 22 000 postes d'emploi.

Outre le lancement de plusieurs projets d'investissement dans la wilaya d'Alger, dont des unités d'agroalimentaire, de fabrication de bacs à ordures et d'équipements de protection de l'environnement (Rouiba) et d'une salle omnisports, le wali d'Alger a procédé à la remise de plus de 120 actes de propriété aux bénéficiaires de logements dans les lotissements du Lycée et d'El Merdja, dans la commune de Rouiba.

Selon le président de l'APC de Rouiba, Zouhir Ouezane, 590 bénéficiaires dans la commune de Rouiba seront concernés par cette opération, dans une première étape.

R. A.

Micro-entreprises

60% des porteurs de projets issus de la formation professionnelle

Le ministre de l'Enseignement et de la Formation professionnels, Mohamed Mebarki, a indiqué samedi que 60% des porteurs de projets de micro-entreprises étaient issus des centres de formation professionnelle.

En outre, pas moins de 83% des demandeurs d'emploi issus des centres de formation professionnelle ont été insérés dans le monde du travail, et ce, moins de six mois après le dépôt de leur demande de travail auprès de l'Agence nationale de l'emploi (Anem), a-t-il encore signalé lors de la rencontre nationale des jeunes entrepreneurs tenue à Alger,

Dans ce sens, le ministre a observé que les diplômés de la formation et de l'enseignement professionnels étaient soit recrutés dans des délais record, soit s'installaient facilement à leur propre compte, comparativement aux diplômés d'autres secteurs (enseignement supérieur...).

Par ailleurs, M. Mebarki a relevé l'importance de l'ouverture des établissements de la formation et de l'enseignement professionnels à l'environnement socioéconomique du pays à travers le développement de partenariats avec les entreprises.

Dans ce sens, il a indiqué que son secteur se mettrait à la disposition de la nouvelle Fédération nationale des jeunes entrepreneurs (Fnje) dont la création officielle a été annoncée lors de cette rencontre, et ce, pour collaborer en matière de formation et de l'amélioration de la performance des jeunes entreprises.

Cette fédération a déjà enregistré 20 000 demandes d'adhésion faites via les réseaux sociaux, selon son président, Khireddine Hamel, qui a avancé que l'objectif est d'atteindre 300 000 adhérents.

H. A.

Sonatrach

Signature de contrats avec des sociétés espagnole et française dans le raffinage

La compagnie nationale Sonatrach a signé, hier à Alger, deux contrats avec une société espagnole et une autre française dans le domaine de raffinage des hydrocarbures.

Le premier contrat a été signé avec la société espagnole Engineering Tecnicas Reunidas pour la réalisation d'études d'ingénierie de base du projet d'hydrocraquage du fuel et de traitement des excédents de naphta, issus de la raffinerie de Skikda.

D'un montant de 5,59 millions d'euros en forfait pour l'ingénierie de base, et de 9,91 millions d'euros et de 88,32 millions de DA provisionnés pour les activités Project Management Consultancy (PMC), ce projet situé

dans la zone industrielle de Skikda devra permettre de renforcer les capacités de production de Sonatrach en produits pétroliers raffinés afin de satisfaire les besoins actuels et futurs du marché national.

D'une durée de réalisation de 34 mois, les unités d'hydrocraquage du fuel-oil et de reformage catalytique des excédents de naphta de la raffinerie de Skikda seront conçues pour une capacité de traitement annuelle en fuel-oil de 4,6 millions de tonnes et en excédents de naphta de 4 millions de tonnes, engendrant ainsi une production annuelle de 3,2 millions de tonnes de gasoil et de 3,5 millions de tonnes d'essences.

Le second contrat, d'une durée de

18 mois et d'un montant de 5,17 millions d'euros, a été attribué à la société française Amec Foster Wheeler.

Il porte sur l'élaboration d'études de base de type feed pour le projet Méthyl Tert Butyl Ether (MTBE) et l'assistance de Sonatrach dans l'analyse des offres techniques des soumissionnaires, dans le cadre de la sélection d'un contrat pour la réalisation du complexe MTBE.

Ce projet permettra le traitement annuel de 75 000 tonnes de méthanol et de 150 000 tonnes de butane, permettant une production annuelle de 200 000 tonnes de MTBE destinées à augmenter de 80 à 95% l'indice d'octane des essences produites par les raffineries de Sonatrach.

R. E.

Sud du pays

Avancée dans le développement des énergies renouvelables

Une avancée en matière de diversification des ressources énergétiques par exploitation des énergies renouvelables a été réalisée dans les wilayas du Sud, à la faveur du programme national de développement des énergies renouvelables.



Ces efforts de développement et de diversification se traduisent notamment par la mise en service ces dernières années de centrales de production d'énergies alternatives, ainsi que par l'installation de centres de recherches et de développement des compétences et technologies en matière d'exploitation des énergies renouvelables en adéquation avec les conditions locales.

Ces installations énergétiques concrétisées, à titre d'illustration, dans les wilayas d'Adrar, Ghardaïa et de Naâma, confortent une orientation vers l'exploitation rationnelle et accélérée des technologies et innovations atteintes dans ce domaine, notamment dans l'éolien et le solaire.

Le programme national de développement des énergies renouvelables a fait de la wilaya d'Adrar un «modèle réussi» en matière d'exploitation de l'énergie solaire avec un tissu de cinq centrales de production électrique par l'énergie solaire, d'une capacité de production globale de 48 mégawatts (MW).

Il s'agit des centrales installées dans les communes d'Adrar (20 MW), Timimoune (9 MW), Zaouiet-Kounta (6MW), Reggane et d'Aoulef (5 MW chacune), et dans la zone de Kabertène (commune de Tissabit) d'une capacité de production de 3 MW.

Elles viennent s'ajouter au projet de ferme éolienne d'une capaci-

té de production d'énergie de 12 MW, fruit d'un partenariat algéro-français ayant permis le renforcement de l'approvisionnement en électricité notamment en périodes de pics de consommation.

Ajoutés aux centrales électriques solaires réalisées durant les années 80, à l'instar de celle de 30 kilowatts implantée dans la région de Ksar Melouka (commune de Timi), et le projet d'électrification publique de la route traversant le désert du Tanezrouft, entre les communes de Reggane et de Bordj Badji Mokhtar, ces projets ont fait d'Adrar une «terre d'expérimentation réussie et d'avenir prometteur en la matière», a indiqué le Pr Messaoud Hamouda, directeur de l'unité de développement des recherches en énergies renouvelables en milieu saharien (Uerms) d'Adrar.

La wilaya de Naâma a connu, de son côté, un accroissement de sa capacité de production électrique par l'exploitation de l'énergie solaire, à la faveur de la mise en service dernièrement de la centrale solaire de 20 mégawatts, implantée dans la zone de Sedrat Leghzal, commune du chef lieu de wilaya.

D'une capacité de production de 20 MW, cette nouvelle installation énergétique, réalisée sur une superficie de 40 ha pour un investissement de 3,7 milliards de DA, a permis la création de 10 postes de techniciens pour la maîtrise et la gestion, et 29 autres pour les

agents de prévention et de sécurité, a indiqué la responsable du secteur de l'énergie et des mines de Naâma, Rachida Mehani.

La centrale de Sedret Leghzal, dont le site a été choisi au regard de la moyenne annuelle d'ensoleillement estimée à 2 700 h, soit une production électrique moyenne d'un (1) MW pour 2 hectares et une moyenne de 32 500 mégawatheures, a été réalisée avec des équipements de technologies modernes.

Selon les explications fournies, la wilaya de Naâma devra connaître, à la faveur de ces projets, une amélioration de ses capacités de production d'électricité et le renforcement du réseau électrique conventionnel à partir des énergies renouvelables.

La wilaya de Ghardaïa a, dans le même sillage, enregistré l'inauguration d'une centrale pilote de production électrique par le solaire installée dans la région de Qued-Nechou (10 km au nord de la wilaya), pour un investissement de plus de 900 millions de DA. Occupant une superficie de 10 ha, cette centrale, qui assure avec ses 6.000 panneaux photovoltaïques une production de 1,1 MW, constitue un laboratoire naturel de recherches appelé à booster la dynamique de recherches en matière de développement des énergies renouvelables et des technologies utilisées dans le domaine, avec une perspective de les généraliser à

travers le territoire national.

Des centrales aux dimensions économique et écologique

Outre l'impact économique de ces installations pour les régions les accueillant, ces installations génèrent des énergies renouvelables, plus sécurisantes et non-polluantes, qui permettent de consolider la production nationale en énergie électrique et de contribuer à l'impulsion des activités industrielles, agricoles et touristiques à travers différentes régions du pays.

Ces projets offrent moult avantages d'amortissement des coûts de production de l'énergie électrique par l'exploitation de l'énergie propre, de préservation de l'environnement et de lutte contre la pollution, ainsi que de la réduction du recours aux énergies fossiles.

Selon les directions de l'énergie des wilayas précitées, de nombreux opérateurs ont, d'ores et déjà, manifesté leur intérêt à ce segment énergétique, par le lancement d'expériences de production, de montage de panneaux solaires et d'installation d'autres équipements dans le domaine.

La région de Ghardaïa a été choisie par les pouvoirs publics comme terrain de formation pour la maîtrise des technologies et procédés de développement des

énergies renouvelables, le solaire notamment, avec un encadrement assuré par des compétences algériennes.

L'unité de recherches relevant du centre des recherches appliquées en énergies renouvelables, première du genre dans le sud du pays, regroupe 83 chercheurs et cadres algériens, 75 agents chargés de la maîtrise de développement des recherches dans les nouvelles technologies et d'innovations dans le domaine, en sus de la formation en applications dans ce domaine en rapport avec différents segments d'activités socio-économiques.

Ces efforts de formation que mènent des compétences nationales tendent à mettre en place des mini-centrales photovoltaïques ou photothermiques, la maîtrise des systèmes et procédés de leur installation.

Une mini-centrale expérimentale, d'une capacité de production électrique de 30 kilowatts, a été mise en service en octobre dernier au niveau de la station de recherches en énergies renouvelables à Ghardaïa.

Elle constitue un espace de développement des expériences, de la mise en application de la théorie, l'échange d'informations entre les chercheurs en vue d'une meilleure prise en charge des technologies de reconversion de l'exploitation de l'énergie fossile, conventionnelle, à celle des énergies renouvelables et propres.

Dans le but de développer davantage le domaine des énergies renouvelables et d'asseoir des projets structurants, la wilaya d'Adrar s'est dotée d'une unité de développement de recherches en énergies renouvelables en milieu saharien (Uerms) relevant du Centre de développement des énergies renouvelables, une des institutions ouvrant de larges perspectives de développement des énergies propres, à l'échelle nationale.

Cette unité s'est attelée, depuis sa création en 1988, à relever le défi d'orienter les opérateurs économiques vers l'exploitation des énergies renouvelables comme vecteur de développement durable respectueux de l'environnement, pour les projets liés au développement des activités agricoles et touristiques alimentés à partir de sources d'énergies renouvelables, notamment dans les zones éloignées des centres urbains.

Elle s'emploie à réaliser des projets scientifiques, dont une mini-centrale solaire de 30 kilowatts, en partenariat avec une entreprise sud-coréenne, qui devra être inaugurée prochainement, ont fait savoir les responsables locaux du secteur.

L'opération porte sur l'installation de panneaux solaires sur les pavillons de l'unité, en plus d'autres expériences à même de permettre la production localement de 50 kilowatts, et la réhabilitation, avec le concours d'un opérateur algérien, de la centrale électrique de Ksar Melouka, actuellement à l'arrêt.

R. S.



Wilayas du Sud

Les ressources disponibles pour atteindre un développement qualitatif



Les participants à une rencontre sur "le développement dans le Sud à région du Gourara modèle" ont mis l'accent, samedi à Ouled Saïd (Timimoun), sur la mise en valeur des ressources disponibles dans les wilayas du Sud du pays pour y atteindre un "bond qualitatif" en matière de développement.

Dans cette perspective, le président du comité scientifique de cette rencontre, organisée dans la commune d'Ouled Saïd, wilaya déléguée de Timimoune (200 km nord d'Adrar) Ould Seddik Miloud, de l'université de Saïda, a indiqué que les wilayas du Sud du pays recèlent d'importantes potentialités leur permettant d'amorcer un «véritable déclin» économique et de développement à la faveur de l'investissement dans l'agriculture et le tourisme en tant que cré-

neaux durables, et alternatives économiques à même de renflouer les revenus des collectivités locales et améliorer le cadre de vie de leurs populations.

«La commune d'Ouled Saïd, modèle des communes du sud du pays, aux spécificités géographiques et climatiques distinctes, a été incluse à la convention universelle «Ramsar» des zones humides eu égard à sa richesse floristique et faunistique, dont une avifaune rare en plus de son patrimoine matériel et immatériel», a souligné l'intervenant. L'universitaire de Ouargla, Goui Bouhanya, de l'université «Kasdi Merbah» a, de son côté, mis en exergue l'importance de la promotion de la citoyenneté chez les jeunes des régions du Sud, leur mobilisation pour le développement local par la création d'activités productives et leur accompagnement dans d'autres créneaux économiques prometteurs dont l'agriculture, le tourisme saharien, l'industrie et les services.

MM. Bouhafis Mebarki et Mohamed Ahmed Fouatih, de l'université d'Oran, ont, de leur côté, mis en avant le rôle de la qualité dans le développement des institutions et entreprises de services, la nécessaire promotion des produits d'artisanat faisant

la fierté des régions dans le Sud du pays.

Placée sous le signe «Le tourisme et l'agronomie sahariens à véritables alternatives économiques pour l'avenir», cette rencontre, devant s'étaler sur deux jours, prévoit d'autres communications ayant trait aux mécanismes et exigences opérationnels pour la relance du développement local notamment dans les domaines agricole et du tourisme saharien.

Initiée par la commune d'Ouled Saïd, en coordination avec l'université d'Adrar, cette rencontre exposera également des modèles réussis dans l'agriculture et le tourisme dans le sud, susceptibles de servir d'images d'inspiration pour les élus locaux, en vue de la réalisation de grands pas de développement dans la région en exploitant les opportunités locales existantes.

Cette rencontre qui a regroupé des universitaires de différentes universités du pays et les autorités locales a donné lieu à la mise sur pied, à la salle omnisports de la commune d'Ouled Saïd, d'une exposition de produits d'artisanat visant à mettre en relief la situation et les perspectives de ce créneau, important à la relance du secteur du tourisme dans la région du Gourara.

L. B.

M'sila

Travaux de réhabilitation de route

■ Les travaux de réhabilitation de 14 km du tronçon routier de la route nationale (RN) n°45 traversant la wilaya de M'sila seront «incessamment lancés» ont indiqué samedi les services locaux de la direction des travaux publics.

Le tronçon routier, situé entre la localité de Banyou et la commune de Maârif constitue «un véritable point noir» pour la circulation automobile a précisé la même source, détaillant que ce segment se trouve dans une zone inondable et est souvent fermé à la circulation après chaque rabattement des pluies sur la région.

D'un montant de plus de 316 millions de dinars, puisé des plans sectoriels du développement (PSD), ce projet vise à réduire le nombre d'accidents de la circulation signalés sur ce tronçon, à faciliter le trafic routier sur la RN n° 45 notamment, a-t-on encore expliqué.

Une attention particulière est accordée à la RN n°45 ont encore affirmé les services des travaux publics, déclarant que cette route traverse des zones montagneuses difficiles d'accès, au cœur du Hodna et nécessite des travaux d'aménagement périodiques pour la protéger contre les eaux pluviales.

La RN n° 45 reliant la wilaya de Bordj Bou Arreridj à Boussaâda dans la wilaya de M'sila, sur plus de 120 km enregistre une circulation automobile intense évaluée à plus de 30 000 véhicules par jour dont plus de 30 % de poids lourds.

Bilal L.

Lancée à Médéa

Opération «un hiver au chaud»

■ Une opération de solidarité, baptisée «un hiver au chaud», a été initiée récemment par des associations caritatives de la wilaya de Médéa, en faveur des familles démunies, issues des zones enclavées, a-t-on appris des responsables de ces associations.

Cette opération, qui coïncide avec le début de la saison hivernale, est destinée, selon les responsables de ces associations, à apporter chaleur et réconfort au sein de nombreux foyers qui vivent dans la précarité, ajoutant que l'objectif de ces actions est de permettre à un grand nombre de familles nécessiteuses de passer l'hiver dans de meilleures conditions.

Des caravanes sillonnent, depuis le lancement de cette opération, la mi-novembre passé, les villages et les hameaux les plus reculés de la wilaya, pour distribuer des lots de couvertures, de matelas, d'équipements de chauffage, de vêtements et diverses denrées alimentaires aux familles démunies, recensées au préalable par les bénévoles des associations impliquées dans cette opération, a-t-on indiqué.

Ainsi, pas moins de quarante cinq (45) familles démunies qui résident dans des zones éparses de la commune de Souagui, à 65 km à l'est de Médéa, avaient bénéficié, lors de la première caravane, organisée, au début de l'opération, des aides collectées auprès des donateurs particuliers, dans le cadre de l'opération «un hiver au chaud», a-t-on signalé.

Une quarantaine de foyers, éparpillés à travers la commune d'Ouled Maaref, à 102 km au sud-est du chef-lieu de wilaya, ont été ciblés, samedi, par cette action de solidarité qui devrait toucher, dans les prochains jours, d'autres villages et hameaux isolés, d'après ces responsables.

La prochaine étape, qui aura lieu, fin décembre, concernera la commune de Maghraoua, à 107 Km, au nord-est de Médéa, ou une trentaine de familles vivant dans des conditions précaires vont également bénéficier de cette aide, a-t-on ajouté.

R. M.

Programme Blanche Algérie à El Tarf

Annulation d'une trentaine de chantiers

■ Pas moins de 27 chantiers sur un total de 130, lancés, dans la wilaya d'El Tarf, dans le cadre du programme «Blanche Algérie», pour l'exercice 2015, ont été annulés pour non respect des délais d'exécution, a-t-on appris, samedi, auprès de la direction locale de l'action sociale (DAS).

Confiés à de jeunes bénéficiaires, ces chantiers ont été programmés au titre dudit programme qui porte sur des opérations de nettoyage, de désherbage et autres actions de salubrité publique, entrant dans l'amélioration du cadre de vie des différents quartiers et cités, a indiqué Mme Khadîdja Bouchakour.

La décision d'annulation est intervenue à la suite d'une série de sorties inopinées et autres actions de contrôle effectuées par

les cellules de proximité, a-t-on ajouté.

Selon la même source, pas moins de 117 chantiers ont été lancés à travers les 24 communes de la wilaya d'El Tarf dans le cadre du programme Blanche Algérie rappelant que 400 emplois ont été créés, au titre de ce programme, durant l'exercice précédent, nécessitant la mobilisation d'une enveloppe financière de l'ordre de 170 millions DA.

La DAS de la wilaya d'El Tarf a, par ailleurs, mobilisé, en 2015, un montant de près de 220 millions DA dans la cadre du dispositif d'insertion des diplômés (PID), au profit de quelques 766 universitaires et 273 techniciens supérieurs, a précisé la même responsable.

Insistant sur les missions dévolues à la

DAS d'El Tarf, créée en mars 1998, la même source a également fait savoir que 11.945 primes forfaitaires de solidarité, ainsi que 2 242 primes d'insertion de l'action sociale ont été accordées durant la même période.

Mme Bouchakour a, d'autre part, indiqué qu'une caravane de solidarité en faveur des familles démunies résidant en zones frontalières, décidée par le chef de l'exécutif local sera incessamment lancée.

Cette action de solidarité porte sur la distribution d'effets vestimentaires aux familles nécessiteuses de ces zones frontalières réputées pour la rudesse de leur hiver, dont leur nombre est en cours d'évaluation, a ajouté la même source.

F. A.

CONFLITS ▶▶

Yémen

Au moins 40 soldats tués dans un attentat-suicide à Aden

Au moins 40 soldats ont été tués et de nombreux autres blessés dans un attentat-suicide, dimanche à Aden, la deuxième ville du Yémen, ont indiqué des responsables militaires et des médecins.



Cest la troisième attaque meurtrière de ce type en moins de quatre mois dans la grande cité portuaire du sud.

Dimanche matin, un kamikaze a fait sauter ses explosifs alors que des soldats étaient rassemblés pour toucher leur solde mensuelle près d'une base au nord-est d'Aden, ont indiqué ces sources.

Le kamikaze s'est mêlé à la foule devant

la résidence d'un chef militaire près de la base d'al-Sawlaban, située dans le quartier d'al-Arish, avant de perpétrer son attentat, a précisé un responsable militaire. Il «a visé des soldats rassemblés devant la résidence, dans une zone ouverte et non sécurisée», a-t-il dit.

Après l'attaque, le sol était couvert de traces de sang et jonché de sandales et de chaussures, selon un photographe de l'AFP.

Le colonel Nasser Sarea, chef des forces de sécurité spéciales yéménites à Aden, a déclaré que le kamikaze "avait profité du rassemblement et avait activé ses explosifs, tuant 30 soldats".

L'attentat de dimanche est survenu huit jours après une attaque similaire le 10 décembre, revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) et qui avait fait 48 morts parmi des soldats qui étaient aussi ras-

semblés pour encaisser leur solde.

Déjà, le 29 août, un kamikaze au volant d'une voiture piégée avait visé de jeunes recrues de l'armée à Aden, faisant 71 morts. L'EI avait également revendiqué cette attaque.

L'EI et Al Qaïda ont profité du chaos engendré par la guerre au Yémen pour multiplier leurs actions dans le Sud, notamment contre les forces gouvernementales qui peinent à sécuriser les zones sous leur contrôle et à recruter de jeunes soldats.

Jeudi dernier, Al Qaïda au Yémen avait pris ses distances avec l'attentat du 10 décembre, qualifiant l'EI de groupe «déviant» qui cherche à «semer la zizanie» avec des tribus.

Les forces gouvernementales yéménites, soutenues depuis mars 2015 par une coalition arabe sous commandement saoudien, affrontent à la fois des rebelles Houthis alliés à des partisans de l'ancien président du Yémen, qui contrôlent une partie du territoire dont la capitale Sanaa (nord), et des groupes jihadistes bien implantés dans le sud et le sud-est du Yémen.

Le conflit au Yémen a fait plus de 7 000 morts et près de 37 000 blessés depuis près de 21 mois, selon l'ONU.

AFP

Tchéchénie

Quatre rebelles présumés tués à Grozny

Le président tchéchène, Ramzan Kadyrov, a annoncé en personne que quatre «bandits», appellation habituelle des autorités pour les rebelles islamistes, avaient été tués et deux autres blessés après une attaque contre la police à Grozny. Selon lui, un «groupe d'hommes armés» a attaqué samedi soir un policier dans la capitale tchéchène et volé sa voiture. Les forces de sécurité ont alors mis en place un plan de sécurité permettant de boucler la ville et ont pu stopper les assaillants, après un échange de tirs au cours duquel quatre de ces hommes ont été tués.

«Les bandits ont été neutralisés. Deux ont été emmenés à l'hôpital et quatre ont été éliminés», a précisé l'homme fort de la Tchétchénie aux agences russes, ajoutant qu'il n'y avait pas de victime parmi les policiers. Après deux guerres séparatistes particulièrement brutales dans les années 1990 et 2000, la Tchétchénie a finalement été remise par Moscou entre les mains d'un «président local» choisi par elle, Akhmad Kadyrov, père de l'actuel président, et assassiné en 2004.

La Tchétchénie est maintenant pacifiée mais menée d'une main de fer par Ramzan Kadyrov, qui, selon les organisations de défense des droits de l'homme, n'hésite pas à recourir aux enlèvements et à la torture pour s'assurer la domination sur ce qu'il considère comme son fief personnel, avec la bénédiction de Moscou.

Un nombre de plus en plus faible d'insurgés islamistes continuent à lancer des attaques sporadiques contre les autorités. Ainsi, en décembre 2014, 14 membres des forces de sécurité avaient été tués lors d'une attaque contre plusieurs bâtiments officiels à Grozny, le jour même du discours sur l'état de la nation de Vladimir Poutine à Moscou.

Le Caucase russe, dont fait partie la Tchétchénie, reste une source importante de combattants rejoignant les jihadistes en Syrie et en Irak.

AFP

Syrie

Reprise imminente des évacuations à Alep

Des dizaines de bus ont commencé à entrer hier dans le réduit rebelle de la ville syrienne d'Alep pour permettre une reprise de l'évacuation de milliers de civils et d'insurgés affamés et transis.

Le correspondant de l'AFP a vu des milliers de personnes agglutinées pour tenter de monter dans les bus.

Ces personnes sont bloquées depuis vendredi dans une poche rebelle de la deuxième ville de Syrie, conquise presque entièrement par le régime du président Bachar al-Assad après une violente offensive aérienne et terrestre qui a duré un mois doublé d'un siège hermétique depuis juillet.

«Les bus ont commencé à entrer dans les quartiers de Zabdiyé, Salaheddine, al-Machad et al-Ansari dans l'est d'Alep sous la supervision du Croissant-Rouge et du Comité international de la Croix-Rouge (Cicr)», selon l'agence de presse officielle syrienne Sana.

Une source militaire a confirmé à l'AFP l'entrée en vigueur d'un nouvel accord. D'après la télévision d'Etat syrienne, 100 bus au total se chargeront de faire sortir les civils et les insurgés d'Alep.

Il resterait environ 40 000 civils et entre 1 500 et 5 000 combattants avec leurs familles dans le réduit rebelle, selon l'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura.

Leur évacuation, qui avait débuté jeudi, s'était interrompue en raison de divergences sur le nombre de personnes à évacuer de Foua et Kafraya, deux localités chiites tenues par le régime et assiégées par les rebelles dans la province d'Idleb, voisine de celle d'Alep, au nord-ouest du pays en guerre.

Un responsable rebelle a affirmé

dimanche à des journalistes qu'un nouvel accord a été conclu aux termes duquel l'évacuation d'Alep ainsi que celle de Foua et Kafraya devraient se faire en deux étapes.

«Dans une première étape, la moitié des gens assiégés à Alep sortiront, parallèlement à l'évacuation de 1 250 personnes de la localité de Foua», a expliqué ce responsable sous couvert de l'anonymat.

Par la suite, «1 250 autres personnes de Kafraya sortiront parallèlement à l'évacuation du reste des personnes à Alep», a poursuivi le responsable rebelle.

Par la suite, 1 500 personnes supplémentaires sortiront de Foua et Kafraya parallèlement à l'évacuation du même nombre de gens de Zabadani et de Madaya, deux villes rebelles assiégées par le régime dans la province de Damas.

L'accord intervient au moment où la situation humanitaire devient de plus en plus catastrophique pour les civils bloqués, de plus en plus de gens qui passent la nuit dans les ruines des immeubles selon le correspondant de l'AFP. Privés d'eau potable et de nourriture, épuisés, ils subsistent en mangeant des dattes.

Dans le dernier hôpital du secteur rebelle, certains blessés commencent à succomber, selon des médecins sur place.

Le correspondant de l'AFP a constaté dans l'établissement des conditions lamentables, avec des malades et des blessés allongés sur le sol, sans eau, sans nourriture et pratiquement sans chauffage alors que les températures avoisinent les -6 degrés celsius la nuit.

Un physiothérapeute, Mahmoud Zaazaa, a confié à l'AFP qu'il ne restait plus dans la zone «que trois médecins, un pharmacien et trois infirmiers».

AFP

Ethiopie

Inauguration d'un barrage controversé

L'Ethiopie a inauguré samedi le barrage le plus haut d'Afrique, un projet qui doit lui permettre de presque doubler sa capacité énergétique mais qui menace, selon ses détracteurs, le mode de vie des populations locales ainsi qu'un lac kényan classé au patrimoine mondial de l'Humanité.



"Cette centrale hydroélectrique, au même titre que d'autres projets en cours, répond à notre besoin en électricité et va également fournir des marchés étrangers", s'est réjoui le Premier ministre Hailemariam Desalegn, lors d'un discours sur le site du barrage, à environ 350 kilomètres au sud-ouest de la capitale Addis Abeba. Haut de 24 mètres, "Gibe III" est le plus important d'une série de barrages hydroélectriques que l'Ethiopie construit le long de l'Omo, qui s'écoule du nord vers le sud. A terme, il doit atteindre une capacité de 1.870 mégawatts, ce qui en ferait le troisième barrage hydroélectrique le plus puissant

d'Afrique et porterait la capacité énergétique de l'Ethiopie à 4.200 MW.

Selon la radio d'Etat Fana, la production électrique de Gibe III permettra notamment de compenser une baisse de production d'autres barrages en raison d'une sécheresse particulièrement dure cette année.

La construction, débutée il y a neuf ans et qui a connu de nombreux retards, aura coûté 1,5 milliard d'euros, financés à 40% par l'Etat et à 60% par un prêt de la banque chinoise China Exim Bank.

N'exploitant ni gaz, ni pétrole, l'Ethiopie, un des pays les plus pauvres au monde, mise sur son important potentiel en énergies renouvelables pour alimenter son rapide

développement économique. Le pays souhaite devenir auto-suffisant en électricité mais vise aussi l'exportation vers les pays voisins. L'Ethiopie ambitionne d'élever sa capacité hydroélectrique à 40.000 MW d'ici à 2035, principalement grâce aux eaux du Nil. Le barrage de la "Grande Renaissance", un autre projet controversé en construction sur le Nil bleu, doit atteindre une capacité annoncée de 6.000 mégawatts, l'équivalent de six réacteurs nucléaires.

Le pays, où un état d'urgence est en vigueur depuis octobre en réponse à des protestations antigouvernementales sans précédent, affichait la plus forte croissance économique au monde en 2015 (10,2%), mais

celle-ci pourrait chuter sévèrement en 2016 en raison d'une forte sécheresse, selon le Fonds monétaire international.

Les détracteurs de Gibe III, qui a commencé à produire de l'électricité en 2015, craignent qu'il ne bouleverse la vie de centaines de milliers de personnes vivant en aval jusqu'au lac Turkana, au Kenya voisin, faisant notamment baisser le niveau de ce lac qui tire 80% de ses ressources du fleuve, selon les écologistes kényans.

La partie méridionale de vallée de l'Omo et le Turkana, plus grand lac désertique au monde, sont tous deux classés au patrimoine mondial de l'Humanité.

En 2011, le comité du patrimoine mondial de l'Unesco, l'agence des Nations unies pour la culture et l'éducation, avait appelé l'Ethiopie "à arrêter immédiatement tous travaux de construction" de Gibe III.

"Certaines personnes qui pensent se soucier de l'environnement ont rabaisé ce projet au lieu d'être raisonnables", a soutenu samedi M. Desalegn. "Ce projet a du dès son début surmonter des obstacles, comme des questions financières et environnementales". "Cependant, son succès est une fierté nationale", a-t-il dit.

Selon les promoteurs du barrage, ce dernier permettra au contraire de réguler le cours de l'Omo qui s'étend au total sur 700 km. Ils assurent que les populations en aval bénéficieront d'un débit régulier douze mois par an. Et pour leur permettre de continuer à pratiquer une agriculture traditionnelle, utilisant le limon abandonné par les décrues du fleuve, des inondations artificielles seront pratiquées, soutiennent-ils.

Les autorités démentent par ailleurs que le barrage servira uniquement à irriguer les énormes plantations de canne à sucre et de coton détenues à proximité du site par des capitaux étrangers.

En 2014, l'ONG Human Rights Watch avait accusé le gouvernement de déplacer des centaines de milliers de personnes dans la vallée de l'Omo pour libérer des terres pour installer des plantations d'Etat de canne à sucre.

AFP

Crash EgyptAir

L'Egypte va rendre les corps aux familles

Après des mois de polémiques, l'Egypte a annoncé samedi qu'elle allait rendre aux familles les dépouilles des victimes du crash d'un avion d'EgyptAir reliant Paris au Caire, un drame dont les causes restent indéterminées.

Le vol MS804 s'était abîmé le 19 mai en mer Méditerranée, entre la Crète et la côte nord de l'Egypte, après avoir soudainement disparu des écrans radars. Les 66 personnes à bord dont 40 Egyptiens et 15 Français avaient été tuées.

Le procureur général égyptien a ordonné la restitution des corps "des victimes égyptiennes et il y a actuellement une coordination avec les ambassades étrangères pour leur remettre les restes des victimes étrangères", a-t-il précisé dans un communiqué.

Depuis des mois, les familles de victimes dénonçaient la lenteur de l'Egypte à rendre les corps.

"Rien ne peut légitimer un tel retard. Les proches des victimes ont l'impression d'être pris en otages dans le jeu diplomatique entre Paris et Le Caire", avait déploré en septembre Me Sébastien Busy, avocat de 22 familles, dont quatre françaises.

Cette semaine, le gouvernement français avait de nouveau

pressé Le Caire de rendre les dépouilles à leurs proches.

Cette annonce sur la restitution des corps intervient quelques jours après que la commission d'enquête égyptienne a affirmé avoir retrouvé des traces d'explosifs sur des restes de victimes, une conclusion reçue avec scepticisme en France.

Si Le Caire a toujours mis en avant l'hypothèse d'un attentat, les enquêteurs français privilégient la thèse d'un incident technique.

Jeudi, le ministère de l'Aviation égyptien avait indiqué que le procureur général avait été saisi, rappelant que selon la loi égyptienne cette démarche intervient "s'il devient clair aux yeux de la commission d'enquête (sur le crash) qu'il existe des soupçons sur l'origine criminelle de l'accident".

Mais en France, le Bureau d'enquêtes et d'analyses pour la sécurité de l'aviation civile n'avait pas caché son scepticisme.

"En l'absence d'informations détaillées sur les conditions dans lesquelles ont été effectuées les prélèvements et les mesures ayant conduit à la détection de traces d'explosifs, le BEA considère qu'il n'est pas possible à ce stade d'en tirer des conclusions sur l'origine de l'accident", a indi-

qué à l'AFP une porte-parole.

Le ministère français des Affaires étrangères avait souligné que "l'enquête (allait) se poursuivre afin de déterminer les causes exactes de la disparition de ce vol".

"On est dans la manipulation", avait de son côté dénoncé en France le secrétaire général de la Fédération nationale des victimes d'attentats et d'accidents collectifs (Fenvac) Stéphane Gicquel.

"Aucun élément n'accrédite la

piste terroriste. Il s'agit d'un chantage de la part des autorités égyptiennes pour faire accréditer cette thèse et protéger la compagnie EgyptAir en rejetant la responsabilité sur Paris", avait-t-il ajouté.

Si la thèse de l'attentat était établie, elle poserait des questions sur comment une bombe aurait pu être embarquée à l'aéroport Charles-de-Gaulle de Paris d'où l'avion avait décollé, estiment des experts égyptiens.

L'appareil avait auparavant

effectué des liaisons entre l'Egypte, la Tunisie et l'Erythrée avant le vol fatal, selon le site internet spécialisé FlightRadar24.

En octobre 2015, le groupe jihadiste Etat islamique avait vite revendiqué un attentat à la bombe contre un avion transportant des touristes russes et qui avait décollé d'une station balnéaire égyptienne. 224 personnes avaient été tuées. L'enquête est toujours en cours.

AFP

Zimbabwe

Robert Mugabe candidat à la présidentielle de 2018

Le président du Zimbabwe, Robert Mugabe, a confirmé samedi qu'il serait le seul candidat de son parti, la ZANU-PF, pour la prochaine élection présidentielle en 2018, date à laquelle il sera âgé de 94 ans. Robert Mugabe, au pouvoir depuis l'indépendance de son pays en 1980, est la cible de critiques alors que la situation économique se dégrade et que la corruption demeure répandue.

La banque centrale du Zimbabwe a été contrainte de mettre en circulation une nouvelle monnaie baptisée "billets d'obligation" en novembre indexée sur le dollar en raison de la pénurie de billets verts, devise qui était en cours dans le pays depuis 2009. Lors d'un congrès du parti au pouvoir à Masvingo au cours duquel le président a prononcé un discours, ses partisans ont scandé : "Mugabe doit gouverner pour l'éternité". Malgré la défection de certains cadres de la ZANU-PF en juillet, Robert Mugabe conserve la haute main sur le parti au pouvoir agité par des rivalités internes.

Deux camps s'affrontent au sein de la formation. Le premier soutient le vice-président Emmerson Mnangagwa et le second s'est rallié à la première dame, Grace Mugabe, 51 ans.

La constitution adoptée en 2013 prévoit que Robert Mugabe ne peut plus être élu qu'une fois à la tête de l'Etat. Les candidats à sa succession devront attendre jusqu'au congrès de 2019 lorsque la ZANU-PF sera appelée à choisir ses nouveaux dirigeants.

Reuters

L'héritage de Fidel au monde sur la théorie et la pratique

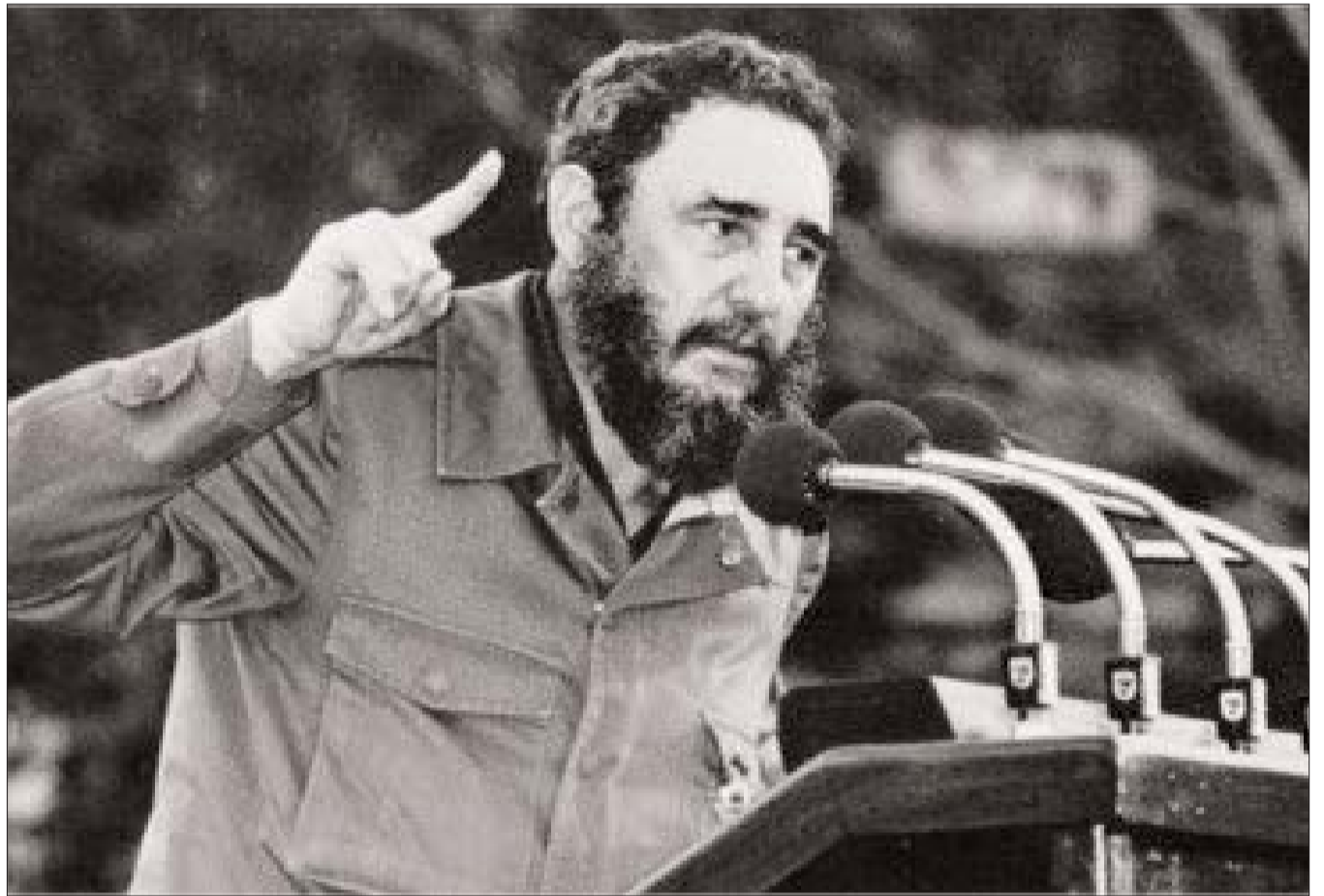
À partir de ses études secondaires jusqu'aux années 1950, Fidel Castro s'est familiarisé avec les travaux et les activités de José Martí, parmi ceux d'autres combattants cubains du XIX^e siècle qui ont lutté pour obtenir la justice sociale et l'indépendance de l'Espagne.

Par Arnold August

Fidel avait lu tous les 28 volumes de José Martí. Il avait aussi étudié les travaux et les activités pratiques de Marx, d'Engels et de Lénine. Il avait analysé la Révolution bolchevik pour laquelle il gardait un profond respect. Au cours de cette période initiale de sa remarquable évolution autodidacte, il a vécu et été politiquement actif non seulement à Cuba, mais aussi dans d'autres pays latino-américains, dont la République dominicaine. Les traditions et la pensée révolutionnaires de toute cette région étaient aussi imprégnées dans sa mentalité. Elles occupaient ses pensées à mesure que sa volonté politique même le transformait rapidement en un révolutionnaire prêt à donner sa vie pour la cause des démunis. Son besoin intense de se familiariser avec les divers courants de pensée et l'action politique cubaine et internationale l'a habité toute sa vie durant.

L'héritage de Fidel repose, entre autres, dans cette capacité singulière de lier la théorie et la pratique. Il l'a fait, compte tenu de la longévité historique sans précédent de son aventure politique, comme aucun autre révolutionnaire du XX^e siècle et du début du XXI^e. Gabriel García Márquez, une figure emblématique de la pensée latino-américaine qui connaissait très bien Fidel, avait écrit que Fidel était « l'antidogmatiste par excellence » (« Un portrait engoncé de Fidel Castro » dans *Fidel Castro, Fidel : Mes années de jeunesse*, Stanké, Outremont, 2003). Il vaut la peine de s'arrêter et de réfléchir sur cette estimation de l'étendue de l'antidogmatisme de Fidel.

Che Guevara a vécu et combattu avec Fidel au milieu de la Sierra Maestra et après le triomphe de 1959. En Bolivie, le 26 juillet 1967, jour anniversaire de l'attaque de la Moncada, Che parlait, dans son journal bolivien, « de la portée du 26 juillet, une rébellion contre les oligarchies et contre les dogmes révolutionnaires » (*Ernesto Che Guevara, Journal de Bolivie, Mille et une Nuits*, Paris, 2008). Oui, vous avez bien lu : « les dogmes révolutionnaires ». Fidel et le mouvement qu'il dirigeait ont dû aller à contre-courant de la gauche dominante de l'époque à Cuba, en ouvrant la voie à une lutte armée par l'attaque de deux casernes de Batista, dont la Moncada. Par conséquent, cette rébellion était aussi une révolte contre cette ancienne gauche incapable de saisir le moment historique. Du point de vue de la gauche, l'attaque de la Moncada n'était pas « politiquement correcte ». Une certaine gauche, à la fois cubaine et internationale, a qualifié Castro de « petit bourgeois putschiste » pour l'attaque d'avant-garde de la Moncada. Elle était soi-disant injustifiée pour les adeptes des « manuels » marxistes qui considéraient ces écrits comme une vérité dogmatique figée dans le temps et dans l'espace, plutôt que comme un guide pour l'action. Fidel a complètement réinterprété la pensée et l'action révolutionnaire. Les stratégies et les conditions des bolcheviks étaient différentes de celles qui prévalaient à Cuba dans les années 1950 et qui ont conduit au



triomphe de la Révolution en 1959. À Cuba non plus, la situation n'est pas la même aujourd'hui qu'elle l'était en 1959. Seule une révolution purgée du dogmatisme, comme la Révolution cubaine, peut trouver sa voie dans un monde en mutation constante.

Dans les années 1950, il a rallié à la cause les tendances de la gauche récalcitrante à Cuba. Il l'a fait par ses actions lors du Mouvement du 26 juillet, son esprit de sacrifice et une pensée politique nouvelle. Cette dernière est manifeste dans son discours « L'histoire m'acquittera », qu'il a présenté à sa défense au procès à la suite de sa capture, après l'échec de la Moncada. Tous ces éléments combinés ont ébranlé Cuba dans ses fondations, une réussite que seuls un penseur autonome et ses collaborateurs pouvaient atteindre.

Le reste appartient à l'histoire. Vraiment ? Non. Combien de fois Fidel Castro a-t-il dû naviguer à contre-courant et sortir Cuba d'un désastre sans issue ? Un seul exemple, il a refusé de suivre les réformes de Mikhaïl Gorbatchev et sa capitulation devant les É.-U., en 1991. En fait, il avait même prévu l'effondrement de l'URSS deux ans avant qu'il ne survienne. Où cette résistance requise à la vie et à la mort et cette défiance sont-elles explicitement exprimées dans les travaux de Marx, de Lénine ou de José Martí ? Certes, ces figures politiques faisaient toutes preuve des principes, de la pensée, de l'abnégation et du dévouement à la cause du peuple qui s'imposent dans ces difficultés imprévues. Néanmoins, malgré cet héritage du XIX^e siècle et du début du XX^e, dans le terrain inconnu, orageux et menaçant de la fin des années 1980 et 1991, les révolutionnaires cubains ont dû trouver par eux-mêmes le moyen d'aller de l'avant. Les É.-U. attendaient dans les coulisses en se frottant les mains à l'idée que Cuba s'alignerait. Où en serait Cuba aujourd'hui si elle n'avait pas mis le frein à cette époque, en demeurant fidèle à sa tradition antidogmatiste, et en se laissant ainsi guider par de nouvelles idées et de nouvelles orientations ? L'héritage de Fidel réside donc dans sa capacité de lier la théorie et la pratique, ou la pratique à la théorie, par une analyse

concrète de situations concrètes. L'« analyse » présuppose un point de vue théorique, d'accord ; cependant, cette perspective appliquée à des « situations concrètes » signifie prêter attention au monde réel et saisir le moment opportun selon les besoins et les aspirations de la grande majorité du peuple cubain à n'importe quelle période donnée. La capacité d'allier intrinsèquement et invariablement les deux permet de produire un révolutionnaire tel que Fidel.

Certains diront qu'en considérant de cette façon le leadership exemplaire de Fidel sur la théorie et la pratique, on singularise Fidel et on personnalise de ce fait la Révolution cubaine au détriment du rôle joué par le peuple et ses collaborateurs. Rien n'est cependant plus éloigné de la vérité. Sur quoi repose le succès d'une analyse concrète de situations concrètes sinon sur le peuple ? Les conditions concrètes font référence au peuple démuné et à sa marche incessante. La théorie et la pratique sont inséparables quand il s'agit de Fidel.

En plus de cette leçon de méthode, ces réalisations concrètes, telles qu'on les trouve dans ses déclarations sur la myriade de problèmes intérieurs et internationaux, font aussi partie de son héritage. Par exemple, en 2001, il disait : « Révolution c'est le sens du moment historique ; c'est changer tout ce qui doit être changé. » Cela donnait au peuple cubain une orientation politique pratique au quotidien. De même, en 2005, dans un discours concernant des difficultés intérieures, il avait dit : « Ce pays-ci peut s'autodétruire ; cette Révolution peut se détruire. Ceux qui ne peuvent pas la détruire, ce sont eux [les puissances étrangères] ; nous, en revanche, nous pouvons le faire et ce serait notre faute. » À propos de la complexe question des relations Cuba-É.-U. depuis le 17 décembre 2014, Fidel a fait part de ses opinions à plusieurs occasions. Elles ne sont pas seulement pertinentes, mais aussi nécessaires pour guider la politique cubaine aujourd'hui et à l'avenir, de même que pour conscientiser les peuples progressistes partout dans le monde concernant cette affaire internationale litigieuse.

On ne doit pas surestimer le rôle d'un

individu dans l'histoire, mais c'est aussi trompeur de le sous-estimer. À titre d'exemple, Darwin était un naturaliste qui a élaboré les théories de l'évolution et de la sélection naturelle. Il a rompu avec la tradition en analysant les travaux des autres scientifiques qu'il a pris en considération et le plus important, en faisant sa propre interprétation de la nature. De façon similaire, Marx a suivi la même voie pour établir ses découvertes sur la pensée politique et sociale. Bien que je ne compare pas Fidel à Darwin ou à Marx – il serait le dernier à admettre une telle comparaison injustifiée –, l'idée du rôle déterminant d'un individu pour ouvrir des sentiers jusque-là inexplorés en articulant la réflexion à la situation s'applique à Fidel. Il représente l'archétype exceptionnel du XX^e siècle et même à un stade avancé du XXI^e siècle, car sa pensée et son exemple seront valables pour au moins plusieurs décennies du siècle présent.

Fidel était un homme politique qui pensait par lui-même, son approche étant basée, d'abord et avant tout, sur des principes révolutionnaires. Il était un antidogmatiste par excellence pour qui la théorie et l'évolution pragmatique du peuple cubain étaient si étroitement liées l'une à l'autre qu'elles devenaient indifférenciées individuellement. Il a réussi dans cette voie plus longtemps que n'importe qui d'autre, des années 1940 jusqu'au 11 octobre 2016, la dernière fois que ses écrits ont été publiés. Fidel a finalement eu le dernier mot le 25 novembre 2016, quand Cuba – un petit pays du Tiers-Monde frappé d'un blocus et qui seulement 56 ans auparavant brisait les entraves de 500 ans de colonialisme et d'impérialisme – a occupé le devant de la scène internationale, ne laissant personne, ami ou ennemi, indifférent à ce géant de la théorie et de la pratique. Dans la longue vie et l'œuvre de Fidel Castro, il n'y a jamais eu de rupture entre la théorie et la pratique : elles ne faisaient qu'un. Cet héritage, universellement transmissible, fait désormais partie de la trajectoire à suivre pour les peuples progressistes, pour la gauche et pour les révolutionnaires.

A. A.

Promesse tenue, le président élu Trump casse les us et coutumes

Donald Trump a fait campagne en dégommant un à un tous les canons de la politique américaine: du langage au comportement en passant par les vaches sacrées des Etats-Unis comme la liberté de religion ou de la presse.

Depuis qu'il est devenu «président élu» le 8 novembre, son titre officiel jusqu'à sa prise de fonctions le 20 janvier, il a fait mentir ceux qui prédisaient qu'il rentrerait dans le moule de ses prédécesseurs. Il s'est certes plié avec enthousiasme à l'invitation polie de Barack Obama dans le Bureau ovale, mais le républicain a inauguré une nouvelle façon de mener les transitions présidentielles, annonciatrice d'une présidence d'un nouveau genre.

Tournée de victoire

«Tous les présidents ont conçu leur voyage vers la capitale comme un moment symbolique, mais Donald Trump le fait comme aucun de ses prédécesseurs», observe Peter Kastor, professeur d'histoire à l'Université Washington de St. Louis. Donald Trump a effectué une tournée de remerciement pour ses supporters, avec des grands meetings ressemblant à s'y méprendre à la campagne électorale, casquettes et pancartes Trump incluses. «C'est inhabituel pour un président, mais absolument cohérent avec son style de campagne», dit l'historien à l'AFP. «Ils disent qu'en tant que président, je ne devrais pas faire de meeting, mais je pense au contraire qu'on doit le faire», a lancé le président élu samedi à Mobile (Alabama, sud), lors de la dernière étape de cette tournée. «Nous avons tout fait différemment!», a-t-il ajouté, dans un grand sourire et sous des applaudissements nourris.

Pas de conférence de presse

Il y a huit ans, Barack Obama avait à ce stade de la transition organisé pas moins de 11 conférences de presse, en pleine crise économique. Donald Trump? Zéro. Tout juste a-t-il accordé quelques interviews, dont trois longues (CBS, *New York Times*, *Fox News*). Les présidents Clinton, Bush et Obama présentaient chacun les membres de leur équipe gouvernementale à la presse. Donald Trump préfère les communiqués, ou de simples messages sur Twitter tôt le matin ou tard le soir. Pire, du point de vue des correspondants de la Maison-Blanche, l'entourage du prochain président envisage de bouleverser la tradition du point presse quotidien du porte-parole de l'exécutif.

Le show du recrutement

Le recrutement des 15 membres du «cabinet» s'est déroulé presque en public, les candidats défilant comme pour des auditions dans le hall de la Trump Tower à New York ou sur les propriétés du milliardaire

dans le New Jersey et en Floride.

Mitt Romney, ex-contempteur devenu admiratif, a dû faire le pèlerinage à deux reprises, avant d'être rejeté au profit du P-DG d'ExxonMobil, Rex Tillerson... que Donald Trump n'a rencontré pour la première fois de sa vie que le 6 décembre.

Les politiques au second plan

D'ordinaire, les gouverneurs et sénateurs, rompus à l'exercice du pouvoir, forment le noyau des équipes gouvernementales. Pas cette année. Donald Trump a choisi des hommes qui lui ressemblent, en priorité des grands patrons et des investisseurs. L'équipe de Barack Obama comptait un prix Nobel de physique, celui de Donald Trump comptera plusieurs milliardaires... et trois généraux.

Pas de parité

La parité a toujours été un défi aux Etats-Unis. Il y avait seulement six femmes sur les 22 membres de l'équipe gouvernementale de Barack Obama, mais pas des moindres:

la n°2 s'appelait Hillary Clinton.

Donald Trump a choisi quatre femmes ministres à ce jour, à des postes secondaires. Les 11 premiers dans l'ordre de succession présidentielle seront des hommes blancs. Et le «cabinet» Trump ne compte qu'un seul Noir et aucun Hispanique.

Melania à New York

Melania Trump et leur fils Barron, 10 ans, ne déménageront pas à la Maison Blanche le 20 janvier et continueront à vivre dans leur triplex new-yorkais, une première historique, selon Peter Kastor. «Les transitions sont d'habitude un grand moment national, c'est souvent l'histoire d'une famille qui déménage à Washington», dit cet expert. «Depuis une génération, on a souvent montré ces familles moyennes américaines déménageant dans une nouvelle maison, on racontait leurs cartons, on parlait de ce que c'était de passer d'une simple résidence privée à cette grande résidence publique». «C'est complètement sans précédent», martèle Peter Kastor.

AFP

Etats-Unis: l'archaïque collège électoral s'apprête à élire Trump

■ ■ Les anti-Trump les plus farouches rêvent d'une révolte de dernière minute, mais le collège électoral, singularité américaine, devrait de manière quasi-certaine désigner lundi l'homme d'affaires septuagénaire comme 45e président des Etats-Unis. Ses détracteurs, nombreux, dénoncent un système électoral qui va à l'encontre du principe «un homme, une voix» et a pour effet pervers de pousser les candidats à la présidence à ne faire campagne que dans un nombre limité d'Etats et à négliger des pans entiers du pays.

Mais en dépit des vives critiques dont ce mode de scrutin fait l'objet depuis des décennies, aucune réforme n'a jamais abouti.

Lorsqu'ils se sont rendus aux urnes le 8 novembre, les Américains n'ont en réalité pas directement élu le prochain locataire de la Maison Blanche... mais 538 grands électeurs chargés de le faire.

Donald Trump a emporté une nette majorité de ces derniers (306) même si sa rivale démocrate Hillary Clinton a engrangé plus de voix. La situation n'est pas inédite: ce fut déjà le cas notamment en 2000 lors de la victoire de George W. Bush face à Al Gore.

C'est lundi que ces grands électeurs se réunissent dans chacun des 50 Etats du pays pour désigner le président et le vice-président. A l'issue d'une campagne d'une extraor-

dinaire agressivité, cette étape du processus électoral qui passe d'habitude largement inaperçue a pris un relief particulier.

Electeurs infidèles

Il est rarissime que les grands électeurs ne suivent pas les résultats des urnes. Dans les quelques cas constatés au cours de l'histoire, cela n'a pas suffi à modifier le nom du futur occupant du Bureau ovale.

Une partie du clan démocrate, qui voit dans une présidence Trump un danger pour la démocratie américaine, s'accroche pourtant à l'espoir que plusieurs dizaines de républicains décident de ne pas voter pour le tribun populiste. Dans ce cas de figure, il appartiendrait à la Chambre des représentants de désigner le successeur de Barack Obama.

Une pétition a recueilli près de cinq millions de signatures. Des stars d'Hollywood, parmi lesquelles Martin Sheen («Président Bartlet» dans la mythique série «A la Maison Blanche»), ont diffusé cette semaine un vidéo appelant au sursaut.

«Vous avez le pouvoir et l'occasion de devenir, dans les livres, des héros américains qui ont changé le cours de l'histoire», lancent-ils face à la caméra à l'adresse des grands électeurs républicains, illustres inconnus soudain objets de toutes les attentions.

Mais l'entreprise a peu de chances d'aboutir: rien n'indique que 37 «électeurs infidèles» du Grand Old Party décident d'abandonner Donald Trump. A ce jour, seul un d'entre eux, Christopher Suprun, dans le Texas, a publiquement annoncé qu'il suivrait cet appel à la révolte.

Le résultat final pourrait ne pas être connu dès lundi, les Etats disposant d'un délais de plusieurs jours pour communiquer leurs chiffres. Le Congrès annoncera quoi qu'il arrive le nom du président élu le 6 janvier à l'issue d'un décompte officiel des votes.

Système «désastreux» ou «génial» ?

Interrogé vendredi lors de son ultime conférence de presse de l'année avant de s'envoler pour Hawaï, Barack Obama a reconnu que ce système était «un vestige du passé, un héritage d'une vision ancienne du fonctionnement de notre gouvernement fédéral» et qu'il pouvait être défavorable aux démocrates.

Pour autant, le président sortant a exhorté son camp à tirer les leçons de son échec et à travailler sur une stratégie d'avenir plutôt que de se lamenter sur les résultats du scrutin ou chercher à les remettre en cause.

«La vérité est que si nous avons un message fort, si nous répondons aux attentes des

Américains, le vote populaire et le vote du collège électoral sont identiques», a-t-il souligné dans une allusion à ses deux victoires de 2008 et 2012 où ce fut le cas.

Pour David Pozen, professeur de droit à la Columbia Law School, braquer les feux sur cette procédure originale a au moins une vertu: mettre en lumière un impérieux besoin de changement.

«Le regain d'intérêt du public pour le collège électoral souligne la nécessité de se débarrasser de cette institution dépassée et fondamentalement antidémocratique», a-t-il écrit dans un tribune publiée dans le *New York Times*.

En novembre 2000, Hillary Clinton, tout juste élue sénatrice de New York, s'était prononcée clairement pour une réforme et le passage au suffrage universel direct.

Donald Trump, lui, a radicalement changé d'avis sur le sujet en l'espace de quatre ans.

«Le collège électoral est un désastre pour la démocratie», lançait-il sur Twitter en novembre 2012.

«Le collège électoral est en fait un truc génial, il permet à tous les Etats, y compris les plus petits, de jouer un rôle», écrivait-il quelques jours après sa victoire surprise du 8 novembre.

AFP

Saisi en mer de Chine méridionale

Pékin va rendre un drone sous-marin américain

La Chine va rendre aux Etats-Unis le drone sous-marin de l'US Navy saisi en mer de Chine méridionale, Pékin dénonçant samedi le «battage médiatique» américain et restant «fermement opposée» aux opérations de reconnaissance des Etats-Unis.

Le Pentagone a confirmé que l'appareil allait lui être rendu.

La Chine «a décidé de rendre» aux Etats-Unis ce drone saisi «d'une manière appropriée», a indiqué le ministère chinois de la Défense dans un communiqué. «Le battage médiatique opéré unilatéralement par la partie américaine n'est ni opportun, ni propice au règlement rapide du problème».

«Nous avons fait connaître nos objections à la saisie illégale par la Chine d'un véhicule sous-marin non habité opérant dans les eaux internationales en mer de Chine méridionale», a indiqué de son côté Peter Cook, porte-parole du Pentagone. «Par le biais de communications directes avec les autorités chinoises nous nous sommes assurés que les Chinois vont rendre cet appareil aux Etats-Unis».

Un navire chinois s'est emparé jeudi de ce drone sous-marin appartenant à la marine



américaine, qui évoluait à quelque 50 milles marins au large des Philippines, a affirmé vendredi le Pentagone.

Cette sonde était utilisée pour mesurer la salinité et la température de l'eau, des informations cruciales pour la flotte des sous-marins américains, selon la même source.

L'incident est survenu au moment où l'équipage civil du USNS Bowditch, un navire océanographique, retirait de l'eau deux sondes. Un bateau chinois spécialisé dans le soutien et le secours aux sous-marins a attrapé l'un des deux engins, a indiqué le Pentagone.

Le ministère chinois de la Défense affirme que le drone a été saisi car il s'agissait d'un

«engin non identifié». Afin d'éviter tout risque pour la navigation et le personnel, une identification «professionnelle et responsable» a été menée, a-t-il expliqué dans son communiqué.

L'affaire devrait tendre un peu plus la situation en mer de Chine méridionale entre Pékin et Washington. La Chine revendique la majeure partie de cette zone stratégique, au grand dam de pays riverains aux prétentions rivales. Washington a plusieurs fois envoyé ses navires de guerre et ses avions à proximité d'îlots contrôlés par la Chine, au nom de la «liberté de navigation».

L'armée américaine procède à «des reconnaissances à basse altitude et des rele-

vés militaires», a dénoncé samedi le ministère chinois de la Défense.

«La Chine y est fermement opposée, et a demandé à la partie américaine de stopper ces activités. La partie chinoise (...) prendra les mesures nécessaires pour y répondre», a-t-il martelé.

Cet incident survient dans un contexte tendu entre la Chine et le futur président américain Donald Trump. Celui-ci a multiplié les déclarations contre Pékin, menaçant de mettre un terme à la reconnaissance de la «Chine unique» en se rapprochant de Taïwan, ou encore en accusant la Chine de manipuler son taux de change.

AFP

Venezuela

Maduro prolonge la validité des billets de 100 bolivars

■ Le président vénézuélien Nicolas Maduro a décidé samedi de prolonger jusqu'au 2 janvier la validité des billets de 100 bolivars, dont le retrait brutal avait provoqué plusieurs manifestations de colère et tentatives de pillage dans le pays en profonde crise économique.

Le président socialiste avait annoncé il y a une semaine par surprise le retrait sous trois jours des coupures de 100 bolivars (0,15 dollar), utilisées dans les trois quarts des transactions en liquide, et donné alors jusqu'au 20 décembre aux habitants pour rendre leurs vieux billets.

Depuis lundi dernier, la plupart des commerces les refusaient.

Une mesure spectaculaire visant à contrer les «mafias internationales» pilotées selon M. Maduro par les Etats-Unis pour asphyxier l'économie vénézuélienne en accaparant ces billets. Pour parer à cela, Nicolas Maduro a ordonné la fermeture temporaire de la frontière avec la Colombie et le Brésil.

«J'ai décidé de prolonger la circulation du billet de 100 jusqu'au 2 janvier», a-t-il finalement annoncé samedi lors d'une réunion gouvernementale, retransmise par la télévision officielle.

Le gouvernement espérait qu'à partir de jeudi des pièces de monnaie se déclinant en 50 et 100 bolivars et des billets de 500 bolivars pourraient être mis en circulation, puis ceux de 1.000 à 20.000 bolivars. Or leur arrivée se faisait toujours attendre samedi, nourrissant la colère de milliers de Vénézuéliens qui ont protesté dans plusieurs villes du pays contre le manque de liquidités.

Le chef de l'Etat a imputé ce retard à un sabotage international «de l'empire».

Le gouvernement va «annoncer fin décembre combien de billets nous avons», pour «briser le blocus qu'ils veulent nous imposer, la persécution, le sabotage», a-t-il affirmé.

De lundi à jeudi, les Vénézuéliens pouvaient remettre leurs vieilles coupures dans toutes les banques du pays mais à partir de vendredi ils ne pouvaient plus le faire que dans les deux succursales de la banque centrale, à Caracas et à Maracaibo.

Après avoir rendu leurs billets inutilisables, ils repartaient frustrés car les mains vides, en l'absence des nouveaux billets et des nouvelles pièces.

Le billet de 100 bolivars permet à peine de s'acheter un bonbon. Il en faut 500 pour avoir un hamburger.

AFP

Brésil

A 100 ans, la samba retrouve une seconde jeunesse

Sous un palmier solitaire de la Pedra do Sal, un quartier de Rio surnommé «la petite Afrique» où la samba est née officiellement il y a 100 ans, les jeunes se réunissent pour écouter et entonner de vieux classiques devenus des hymnes.

Au milieu de la foule, sept jeunes musiciens assis autour d'une table jouent du cavaquinho (petite guitare), de la cuica (tambour à friction) et du tambourin, comme ont commencé à le faire au XIXe siècle, de façon clandestine, les esclaves noirs venus du nord-est pour travailler dans les docks de Rio.

«La samba est à nous!», crie dans un micro Walimir Pimentel, un percussionniste de 34 ans, sous les applaudissements d'un public bravant la chaleur avec bières et caïpirinhas. Pendant des années, le quartier est resté abandonné par les autorités.

Ce n'est qu'en 2006, quand le groupe de ce musicien coiffé de dreadlocks a mis en place sa «roda de samba» (cercle de samba) tous les lundis soirs, que la musique a retrouvé son berceau, là où les esclaves déchargeaient leurs sacs de sel.

«C'est ici que s'est enracinée la culture de Bahia (nord-est) et qu'ont eu lieu les premières manifestations culturelles (des esclaves). C'est pour cela que la Pedra do Sal est considérée comme le berceau de la samba à Rio», explique Walimir à l'AFP.

C'est aussi dans ce lieu légendaire mais gratuit, de plus en plus fréquenté par les

touristes, qu'est né en 2012 «Moça Prosa» (Fille Fièvre), le seul groupe de samba formé par des femmes, un véritable phénomène dans un monde encore dominé par des musiciens hommes.

«Au début, il y en a qui sont un peu sceptiques, mais après ils voient bien qu'on joue aussi bien que les hommes», s'amuse Fabiola Machado, 35 ans, la chanteuse du groupe.

Depuis que la chanson «Pelo Telefone» (Par Téléphone) a été pour la première fois enregistrée comme «samba» il y a 100 ans, ce genre musical est passé des mélodies influencées par le tango argentin à une version plus américanisée avec la bossa nova (avec des tonalités de jazz), en passant par le boom des écoles de samba et du carnaval pour arriver au samba-rock et au samba-funk.

Dans ce genre musical en constante évolution, une nouvelle génération de «sambistas» (musiciens de samba) a surgi avec force à Rio, à la fin des années 90, grâce à la revitalisation de Lapa, le quartier bohème du centre.

Comme à Copacabana dans les années 60, des bars-clubs tels que Carioca da Gema ou Rio Scenarium ont attiré une nouvelle vague de sambistes, mieux formés et plus professionnels, habitués aux «rodas de samba»: Moyses Marques, Teresa Cristina, Mariene de Castro, Julio Estrela, Nilze Carvalho et les enfants d'artistes

connus comme Serginho Procópio.

«Notre génération a conscience que tout est samba. On n'a aucune gêne à ajouter une guitare ou un piano», affirme Moyses Marques, 37 ans, alors que cette année le Brésil fête, en décembre, le centenaire de la samba.

S'il y a des thèmes universels qui ont toujours inspiré ce rythme entraînant, ses paroles se sont elles aussi adaptées aux temps modernes.

Alors que la première samba parlait du téléphone, aujourd'hui le compositeur de «pagode» (un dérivé de la samba) Arlindo Cruz évoque les réseaux sociaux et la messagerie instantanée WhatsApp.

«La samba est vivante, forte et créative», affirme l'historien André Diniz, avant d'ajouter: «Mais ce n'est plus un genre de masses. Son public est devenu plus intellectuel, de classe moyenne».

Mais au féminin comme au masculin, la samba continue de rassembler l'ancien et le nouveau: lors d'un récent concert du célèbre compositeur Paulinho da Viola, sa fille Beatriz Rabello a réuni sur scène son père de 74 ans et Moyses Marques pour présenter son premier disque.

Parmi le public se trouvaient deux mythes vivants de la samba: Monarco, le compositeur de 84 ans de l'école de samba Portela et Nelson Sargento, 92 ans, de l'école Mangueira.

AFP

Musique andalouse

La chanteuse Nassima Chabane enchante le public algérois

La chanteuse andalouse, Nassima Chabane, a enchanté samedi soir le public algérois avec un florilège de pièces classiques et soufies rendues dans l'élan de spontanéité qui la caractérise et une ambiance empreinte de convivialité.



Le public relativement nombreux du Palais de la culture Moufidi-Zakaria à Alger, a vite oublié le léger retard dans la programmation du concert, consolé par la prestation remarquable livrée par la cantatrice qui a exercé ses grandes capacités à séduire son auditoire par sa générosité et son professionnalisme habituels caractérisant «l'esprit Nassima Chabane».

Donnant d'entrée un ton solennel à son spectacle, l'artiste a dédié son concert à la mémoire de son maître spirituel Cheikh Sadek El Bejaoui (1907-1995) et à celles du grand maître du chaâbi Amar Ezzahi et la légende du malouf Mohamed Tahar Fergani, récemment disparus, rappelant également que sa prestation célébrait, par le m'dih, «le septième jour du Mawlid Ennabaoui».

Soutenue durant deux heures de temps par huit instrumentistes virtuoses, la chanteuse au timbre étiré rappelant les anciennes cantatrices des orchestres féminins, a étalé plusieurs pièces du patrimoine classique et

soufi, présentées dans de nouveaux arrangements de sa création.

Parmi les pièces brillamment exécutées par Nassima Chabane et son orchestre dans des variations modales au ton relevé, Touchiya Zidène, Touiyari Mesrar, Lik Nechki Kesset Halti, ainsi que les m'dihs rendus dans des rythmes lents à l'ascendant de fascination, *Salli Ya Salam Salat Djamil* du grand poète Mohamed El Alaoui et *Ya Sayyidi Ya Rassoul Allah* de l'Emir Abdelkader, entonné en mode hidjaz.

Passionnée par son art et aimant son public, la cantatrice se livrait entre chacune des chansons interprétées, à des commentaires anecdotiques qu'elle ponctuait par des échanges agréables avec les spectateurs dans des atmosphères conviviales.

Cet élan naturel de spontanéité a caractérisé la deuxième partie du spectacle, conduisant l'artiste à répondre à des demandes du public qui a eu droit à apprécier des pièces non inscrites au programme, à l'instar de *Rah El Ghali Rah*, du regretté Cheikh Boudjemaâ

El Ankis (1927-2015), écrite et mise en musique par l'innovateur dans le domaine du chaâbi, Mahboub Bati (1919-2000) ou encore *Ya Noudjoum Ellil* de Cheikh El Hasnaoui (1910-2002).

Expliquant le sentiment de nostalgie de l'artiste exilé et son attachement atavique à son pays, Nassima Chabane a entonné *Twahacht Bladi*, une chanson qu'elle a écrite et composée dans le mode hidjaz, avant de conclure avec d'autres pièces dans le genre m'dih, *Bism El Ilah El Aâdam*, *Ya Sahib El Ghamama* et *El Horm ya R'soul Allah*, notamment.

Dans la délectation, le public a saisi l'aisance de la chanteuse à la mandole à puiser également, après la déclamation de quelques bouqalat, dans le répertoire chaâbi, «exclusivement réservé aux voix masculines», de l'avis d'un groupe de fans qui voyait en elle, «l'âme des anciennes cantatrices de la musique andalouse et celle des grands Cheikhs du chaâbi réunies».

Dans une prestation de haute facture, le

métier et le professionnalisme des instrumentistes qui se succédaient dans des démonstrations en solo lors de l'interprétation d'istikbars ou la reprise individuelle des mélodies, se faisaient nettement ressentir, à l'instar de Brahimi Mansour à la mandoline électro-acoustique, Areslan Bouras au luth et Mokhtar Choumane au nay (flûte orientale).

Déplorant l'«indisponibilité de librettos» devant être mis à la disposition du public à l'entrée de la salle pour «présenter le concert et l'artiste» à l'instar des spectacles de musique classique, quelques spectateurs présents ont exprimé leurs «regrets», souhaitant remédier à cet état de fait «réducteur, ont-ils souligné, à la grandeur du patrimoine andalous et chaâbi».

Donnant du bien être à son public dans un élan naturel et positif, très proche de ses musiciens, Nassima Chabane a réussi un spectacle plein, rendu généreusement dans un esprit jovial qui allie le savoir-faire au plaisir des sens dont elle seule détient le secret.

H. L.

Radio nationale

Les 3 d'or récompensent les meilleures émissions de la Chaîne III

Les meilleures émissions de la Chaîne III de la Radio nationale, dans une dizaine de catégories, ont été récompensées, samedi à Alger, par le prix les 3 d'or, attribué sur la base du vote des auditeurs.

Etaient présents à la cérémonie de distinction le ministre de la Communication, Hamid Grine, le ministre de l'Éducation nationale, Nouria Benghebrat et le ministre de la Jeunesse et des Sports, El Hadi Ould Ali, aux côtés des responsables de la Radio nationale et d'autres invités.

Trois émissions de la grille de cette chaîne d'expression francophone ont concouru pour un seul prix dans chaque catégorie. Dans celle des magazines, le public a exprimé sa préférence pour la 6/9, la matinale et pour Sport sur la 3, dans la catégorie des émissions sportives.

Les votants ont, en outre, choisi Rahet El Bal, alors que dans la catégorie des chroniques, le choix des auditeurs a été porté sur la Chronique internationale.

Dans la catégorie des émissions culturelles, La République des Arts, a recueilli le plus grand nombre de voix, tandis que ces derniers ont accordé leur choix à L'invité de la Rédaction, dans la catégorie des émissions d'information.

Service public, dans la catégorie des émissions sociales ainsi que Fachehadou ! (Témoignez!), dans la catégorie Mémoire et histoire, se sont également vues attribuer le 3 d'or.

Il en a été de même pour Serial Tagguer, dans la catégorie des émissions scientifique destinées aux jeunes ainsi que pour celle Yades, dans la catégorie des émissions de divertissement.

T. L.

Festival culturel national annuel du film amazigh

Coup d'envoi de la 15^{ème} édition

Le coup d'envoi de la 15^{ème} édition du festival culturel annuel du film Amazigh (FCNAFA), a été donné, samedi soir, au théâtre régional Kateb Yacine de Tizi Ouzou, par le secrétaire général du ministère de la Culture, Smal Oulebsir, en présence de la comédienne Anissa, marraine de cette édition.

Dans son allocution d'ouverture, M. Oulebsir a déclaré que «ce Festival a connu au fil des éditions une évolution qualitative considérable». Selon lui, cet événement cinématographique qui est «une occasion de découvrir de nouveaux talents créatifs dans le domaine du septième art et les métiers du cinéma notamment l'écriture et l'actorat, mérite d'être encouragé».

M. Oulebsir a rappelé que dans le cadre de la rationalisation des dépenses, le département qu'il représente a adopté une politique garantissant la rentabilité de l'activité culturelle».

Il a souligné l'importance de la mise en place d'un cadre incitatif qui permettra à l'ensemble des intervenants (investisseurs, société civile, et pouvoirs publics) de contri-

buer au développement du septième art dans les normes exigées par l'industrie du Cinéma.

Le Cinéma étant aussi un outil d'expression de la Mémoire et de l'identité nationales, tel qu'exprimé dans le slogan de cette 15^{ème} édition «Cinéma amazigh: expression des valeurs mémorielles nationales», «exige de nous un effort continu pour préserver la production cinématographique» a-t-il ajouté.

Il a rappelé à ce propos que le ministère de la Culture a achevé la numérisation de 15 grands films qui ont marqué le cinéma algérien, tandis que 15 autres sont en cours.

S'agissant de la version originale du Film *Tahia ya Didou* de Mohamed Zinet (1971), les travaux de sa restauration et numérisation sont achevés et sa projection est prévue incessamment, a-t-il dit.

Invitée à prendre la parole, la marraine de ce Festival, la chanteuse, femme de théâtre et comédienne Anissa, de son vrai nom Ourida Mezaguer, visiblement émue par l'hommage qui lui est rendu, a exprimé

sa joie et a vivement remercié les étudiants de l'École des beaux-arts d'Azazga, qui lui ont consacré un portrait.

Une pléiade d'hommes et de femmes du 7^{ème} art algériens et d'artistes ainsi que les autorités locales, ont assisté au lever de rideau sur ce festival qui mettra en compétition durant une semaine 25 films, dont neuf documentaires, sept courts métrages, cinq longs métrages et trois films d'animation à rappelé le commissaire du festival, Farid Mahiout.

Cette nouvelle édition est marquée par l'organisation d'une tombola pour gagner des tablettes, à travers la vente à partir de demain à la Maison de la culture Mouloud Mammeri, de tickets d'entrée aux salles de projection des films pour le prix de 50 DA et dont le tirage au sort aura lieu lors de la clôture du festival, jeudi prochain.

Des conférences-débats autour du cinéma, des ateliers de formation dans les métiers du 7^{ème} art et un concours du meilleur scénario sont également au programme de cette 15^{ème} édition, rappelle-t-on.

T. L.

«La situation la plus insupportable n'est pas le malheur subi, c'est le malheur imaginé.»
Françoise Giroud



«C'est un malheur de ne pouvoir supporter le malheur.»

Bias

Page animée par Tinhinan

ACTU-FEMMES

MISS FRANCE 2017 EST MISS GUYANE, ALICIA AYLIES!

L'Arena de Montpellier était plein à craquer pour acclamer la lauréate du précieux diadème et l'écharpe de Miss France 2017. C'est finalement Miss Guyane qui a été couronnée.

Il y a eu une clameur de déception dans la salle immense de l'Arena de Montpellier, acquise à la cause de Miss Languedoc-Roussillon. Cette dernière se contente de l'écharpe de première dauphine, déjà très honorable ! Les réseaux sociaux, eux, avaient plébiscité Miss Lorraine qui n'a finalement pas atteint le dernier tour du concours.

Toute première Miss Guyane de l'histoire des Miss à être couronnée, Alicia n'a que 18 ans. Cette jolie brune de 1,78 mètre et était jusqu'à aujourd'hui étudiante en droit à l'université de Guyane. Mannequin depuis deux ans, elle pratique l'escrime en compétition.

La présidente du jury, Arielle Dombasle, est restée bien droite sur son siège tout au long de la soirée. A ses côtés, le chanteur Amir et le boxeur médaillé des derniers JO, Tony Yoka se sont tenus à carreau. Émus et charmés par les 30 prétendantes au titre de Miss France. Ils ont tout observé, tout scruté... et ont finalement choisi.

Parmi les 12 Miss présélectionnées par la Société Miss France au regard des tests passés durant le mois de préparation à l'élection, chacun avait son petit avis.

Miss Bretagne s'était bien exprimée lors des entretiens de présélection. Miss Guadeloupe a le rythme dans la peau. Miss Réunion a des origines cosmopolites (franco-polono-vietnamienne). Miss Guyane a des yeux de braise. Miss Lorraine, un sourire irrésistible. Oui mais... Miss Île de France a obtenu le meilleur résultat au test de culture générale ! Pas facile de trancher.

C'est finalement la Miss guyanaise qui a remporté le gros lot malgré ses vagues hésitations au jeu des questions-réponses avec Jean-Pierre Foucault ! Avec son petit air de Rihanna, Miss France 2017 devrait faire chalooper tous les Français !



DÉTOX

Des conseils alimentaires boosteurs d'énergie

Purifier son organisme de l'entrée au dessert, c'est le défi relevé par le chef Gilles Le Gallès avec les conseils nutritionnels de Brigitte Mercier-Fichaux. Sa recette : des ingrédients locaux et sélectionnés avec soin pour faire le plein de nutriments et favoriser la vitalité.

DÉTOX : UN PETIT DÉJEUNER DIGESTE ET RICHE EN PROTÉINES

Pour enclencher l'élimination des toxines au niveau du foie, versez le jus d'un demi-citron dans de l'eau chaude et buvez au réveil. Accompagnez-le d'une tartine de pain complet recouvert d'un peu de miel et faites suivre d'une demi-heure de marche. Pensez à respirer à fond : les poumons aussi éliminent les toxines. Au retour, il est temps de prendre le petit déjeuner.

L'accent est mis sur les protéines qui éviteront les petits creux : œuf à la coque, fromages de chèvre ou de brebis... «Le blé pose parfois des problèmes de digestion», rappelle Brigitte Mercier-Fichaux. «Il ne faut pas hésiter à privilégier d'autres céréales comme le sarrasin... Quant aux produits laitiers, ceux de chèvre ou de brebis renferment des protéines plus digestes et moins allergisantes.

Le lait ribot, naturellement fermenté, est intéressant aussi, car il ne contient presque plus de lactose, pas toujours bien toléré.» Un thé vert, du pain complet bio ou un blini de sarrasin, une salade de fruits frais et une compote de pommes et de pruneaux apportent les vitamines, sucres et fibres. Résultat : on arrive au déjeuner sans avoir eu faim et en pleine

forme !

AU DÉJEUNER, ON FAIT LA PART BELLE AUX CRUDITÉS

«Pour que l'organisme mette en place les processus de détoxification, il lui faut énormément de vitamines B, de minéraux et de nombreuses enzymes qui sont les catalyseurs indispensables à toute réaction biochimique, souligne la diététicienne. Donc des aliments crus car, de cette façon, il n'y a aucune perte vitaminique, minérale ou enzymatique. Le fonctionnement du foie est amélioré.»

En pratique, on se prépare une belle assiette de crudités, en privilégiant les légumes qui stimulent les fonctions hépatiques : betterave rouge, navet, radis noir, fenouil, cresson, pissenlit... Le plat est composé de 150 g de viande blanche, de volaille ou de poisson, accompagné de féculents (lentilles, haricots secs, petit épeautre, quinoa, sarrasin...) et d'autant de légumes verts.

Côté boisson, de l'eau ou du thé vert, nature ou parfumé au jasmin ou au gingembre.

GOÛTER : PLACE À UNE PETITE NOTE SUCRÉE !

Un fruit frais ou une compote, une tranche de pain d'épice, du thé... «Prendre le dessert du déjeuner à l'heure du goûter présente plusieurs avantages», explique la diététicienne. «En plus du petit plaisir sucré, cela permet de tenir tranquillement jusqu'au dîner. Et il n'y a pas d'apports de sucres supplémentaires au déjeuner.»

La charge glycémique de ce dernier reste donc basse, évitant le stockage. Enfin, certains



digèrent mal le fruit pris en fin de repas. Le manger quelques heures plus tard évite ces troubles. «Vous avez du mal à vous passer d'une note sucrée à la fin du repas ? Tenez-vous à ce rythme pendant quatre jours. Ensuite, adoptez une compote de pommes sans sucre au dessert.»

UN DÎNER LÉGER ET RICHE EN MINÉRAUX

«Le soir, une fois que le foie a terminé son

travail de digestion, il entame sa détox. D'où l'intérêt de dîner très légèrement et de consommer des légumes riches en phytonutriments, qui favorisent ce processus». La cure fait de la «soupe crue» son rituel. Des légumes crus mixés avec un bouillon parfumé, agrémentés de protéines (crevettes, dés de poisson...). Résultat riche en goût et très rassasiant. Le plat est végétarien, suivi de fruits cuits. «Ils pochent dans un sirop léger à base de sucre complet riche en minéraux.»



Les DÉBATS

Quotidien national

d'information

Édité par la SARL MAHMOUDI INFO

Le fondateur

Abderrahmane Mahmoudi

• Gérante Naïma MAHMOUDI • Directeur de la publication Aïssa KHELLADI •

• Direction-Administration 2, boulevard Mohamed V, Alger. Tél. : 021.63.45.42 -

Fax : 021.63.45.13 - Service Publicité : 021.63.42.65 • Email : Lesdebats@hotmail.com •

Web : <http://www.lesdebats.com> • Impression SIA • Publicité ANEP 1, avenue Pasteur, Alger, Tél. : 021.73.30.43

SPORTS

Coupe d'Algérie de football

Des chocs à la pelle en huitièmes

Les huitièmes de finale de la Coupe d'Algérie de football devraient connaître des chocs à la pelle, avec des confrontations très intéressantes entre formations de Ligue I. Ainsi, le leader actuel de la Ligue I, l'USM Alger, affrontera l'USM Bel Abbès dans une confrontation qui promet. Les gars de la Mekerra qui recevront dans ce match partent avec les faveurs du pronostic même si les Rouge et Noir sont capables de ramener la qualification de l'extérieur de leurs bases. La formation de Soustara a, en tout cas, les moyens de jouer sur plusieurs fronts en raison de la richesse de son effectif. L'autre choc de ce tour opposera l'Entente de Sétif à la JS Saoura dans une rencontre qui s'annonce très disputée. Les gars des Hauts Plateaux qui connaissent quelques difficultés en championnat feront tout pour l'emporter et donc aller le plus loin possible dans cette compétition. L'USM El Harrach qui s'est qualifiée difficilement face à l'O Médéa aura fort à faire face à la formation du CA Bordj Bou Arreridj qui tentera de l'emporter à domicile pour arracher le billet de qualification aux quarts. Le CR Belouizdad, lui, se déplacera à Saïda pour croiser le fer



avec le Mouloudia local et aura fort à faire face à cette équipe qui revient en force ces derniers temps. Le Nasr d'Hussein-Dey affronte le Paradou AC dans un match au sommet. Le finaliste de la précédente édition essaiera de rééditer le coup de la saison passée, même si cela sera difficile face à une équipe qui pratique le meilleur football des deux Ligues I et II. Le

tenant, le Mouloudia d'Alger jouera, lui, sur du velours en croisant le fer avec la modeste équipe de l'US Beni Douala et ne devrait pas trouver de peine à passer en quarts, alors que la JS Kabylie recevra Nasr EL Fedjoudj et devrait, lui aussi, se qualifier aisément.

Imad M.

Cross-country/ Challenge des Zibans (Biskra)

Malika Benderbal et Kamel Dali s'imposent

La 2e étape du challenge national de cross-country de la fédération algérienne d'athlétisme (FAA) disputée ce samedi 17 décembre matin à Biskra a souri au club du CN Nounou d'Alger grâce à Kamel Dali qui s'est imposé devant Mansour Zengli de la 4e région militaire. 1066 athlètes dont 200 filles représentant 79 clubs venus de 23 wilayas ont pris part à cette compétition qui s'est déroulée dans de bonnes conditions. Chez les dames, c'est Malika Benderbal de la Protection civile d'Alger qui est entrée la première devant ses coéquipières Rihane Senani et Saadia Boudjayeb. Le stage en altitude effectué par la Protection civile, à Tikjda en ce début de saison, semble porter ses fruits et ce résultat en est une preuve, sur la forme de ses athlètes. Lors de la 1ère étape disputée, samedi dernier à Djelfa, les victoires étaient revenues à Rima Chennah, la championne méditerranéenne du 3000 m steeple au printemps dernier à Tunis et à Abdelaziz Gueriz du CN Nounou. Chez les jeunes catégories, Olympique Bordj Bou Arreridj a dicté sa loi en raflant les victoires des cadets par Khadidja Hebbache et Oussama Cherrad avant d'arracher la 2e place des juniors garçons avec Abderzak Abed qui a été devancé par Anis Benstiti du CO Sétif. Pour sa part, les clubs de la ville de Batna, Kechida et le Sarab ont dominé la catégorie des juniors filles en remportant les trois places du podium avec Louiza Mamache suivie de Hafsa Bassi et Widad Saadi.

Equipe nationale

Belkhiter (Club Africain) dans la liste élargie de Leekens

Le défenseur algérien du Club Africain (Ligue 1 tunisienne de football) Mokhtar Belkhiter a été retenu dans la liste élargie de la sélection algérienne en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2017 au Gabon (14 janvier-5 février), a annoncé samedi le club tunisois sur sa page officielle Facebook. Le joueur avait rejoint le Club Africain l'été dernier en provenance du MCE Eulma (Ligue 2/Algérie) pour un contrat de quatre ans. Il s'était mis en évidence lors de la phase de poules de la Ligue des champions d'Afrique 2015. Outre Belkhiter (24 ans), le sélectionneur national, le Belge Georges Leekens, a convoqué, entre autres, le défenseur de Crotona

(Serie A italienne) Djamel Mesbah qui retrouve les Verts après près de deux ans d'absence. Dijon FCO a également annoncé vendredi soir la convocation de son milieu international algérien Mehdi Abeid qui est en train de retrouver des couleurs avec le pensionnaire de la Ligue 1 française (2 buts en 13 apparitions, ndr). Le coach national dévoilera dans les jours à venir une liste élargie de joueurs en vue de la CAN-2017, avant d'annoncer la liste définitive des 23 probablement en janvier prochain. A la CAN-2017, l'Algérie évoluera dans le groupe B, domicilié à Franceville, en compagnie du Sénégal, de la Tunisie et du Zimbabwe.

Programme des 1/8e de finales :

USM Bel Abbès-USM Alger
Paradou AC-NA Hussein Dey
MC Saïda -CR Belouizdad
ASO Chlef -US Tebessa
JS Kabylie-Nasr EL Fedjoudj
CA Bordj Bou Arreridj-USM El Harrach
MC Alger-US Beni Douala
ES Sétif-JS Saoura

Les rencontres sont programmées les 27/28 décembre

Championnat arabe de basket-ball (messieurs) Préparation

Le Cinq algérien en stage en Serbie du 17 au 27 décembre

La sélection algérienne de basket-ball (messieurs) effectuera un stage préparatoire en Serbie du 17 au 27 décembre en vue du championnat arabe des nations, prévu en Egypte du 28 décembre au 8 janvier, a-t-on appris de la Fédération algérienne de basket-ball (FABB). Outre cette échéance arabe, le Cinq national prépare également les deux tournois de la zone 1 (Algérie, Tunisie, Maroc, Libye) qualificatifs à l'Afrobasket 2017 au Congo. Les joueurs évoluant au GS Pétroliers n'ont pas été retenus pour ce stage, eux qui viennent de prendre part avec leur club au championnat d'Afrique des clubs champions qui a pris fin vendredi en Egypte avec la consécration du Ahly du Caire. Les joueurs évoluant à l'étranger ne figurent pas également sur la liste des convoqués en raison de leur engagement avec leurs clubs respectifs. La sélectionneur national Ahmed Loubachria a retenu donc 16 joueurs évoluant en championnat local.

23° Coupe d'Algérie de billard

Domination des clubs de Khenchela, Tébessa et Sétif

Les billardistes de Khenchela, Tébessa et Sétif se sont illustrés aux épreuves de la 23ème édition de Coupe d'Algérie de billard minimes, juniors et seniors, disputées jeudi et vendredi à la salle spécialisée du club amateur de la cité Bellevue de la ville de Khenchela. Cette compétition sportive de deux jours, qui s'est déroulée dans d'excellentes conditions d'organisation en présence d'un public nombreux et connaisseur, a été caractérisée par un niveau technique «appréciable», selon Yacine Boudebouz, président du club organisateur. Le billardiste Mehdi Deghbouche du club amateur de Khenchela s'est imposé au cours d'une partie très acharnée au jeu agréable et varié, face à son homologue Abdelkarim Ferhat de Batna, en arrachant le titre mis en jeu, chez les minimes, alors que chez les juniors, Saddek Bouguessa du club amateur de Tébessa, a dominé Okba Djillani du club de Biskra. Chez les seniors, le billardiste sétifien Diaeddine Benchaïb a démontré toutes ses qualités techniques et mentales en remportant la finale face à son adversaire Hichem Belaïssi du club amateur de Sidi Bel-Abbès. Selon la même source, les seize premiers joueurs de cette compétition, parmi les 64 participants, seront qualifiés pour disputer les finales du championnat national de cette discipline, prévues à la fin du mois en cours.

Rugby/ Tournoi "Tri nations"

Algérie-Maroc: remords et déception dans le camp algérien

Un climat de désolation a été perceptible dans le camp algérien (entraîneurs et joueurs), à l'issue de la défaite de la sélection algérienne face à son homologue marocaine (11/12), samedi au stade «Ahmed Zabana» d'Oran pour le compte de la première journée du tournoi «Tri nations» de rugby. Dans une déclaration, l'entraîneur national, Salim Tebbani a souligné : «nous sommes déçus et frustrés, surtout que les supporters se sont déplacés en masse pour nous voir et nous ont soutenus tout au long du match». «Nous avons dominé la rencontre et cela s'est joué à un point. Une transformation ratée en fin de match. Il y avait beaucoup de pression et nous n'avons pas respecté les consignes. Cela se paie très cher», a-t-il encore déclaré ajoutant qu'il reste encore une chance pour l'équipe nationale, à condition de battre la sélection tunisienne et que celle-ci disposera de

l'équipe marocaine. Pour Fayçal Bettayeb, joueur de la sélection algérienne, «l'équipe a eu du mal à rentrer dans le match, notamment durant les 30 premières minutes et cela se paie à la fin du match». Il a ajouté que l'émotion a joué un rôle dans le match. «On était tous contents de jouer en Algérie, surtout que cela faisait un bon moment qu'on voulait jouer ce Tri-Nations. Nous sommes professionnels et nous devons dépasser les émotions. Il reste, néanmoins, une chance, la semaine prochaine contre la Tunisie». «Je suis déçu par cette défaite chez nous en Algérie. Il y avait beaucoup de pression et on a commis plusieurs erreurs qui ont fait la différence. Au final, le sport est ainsi», a déclaré, de son côté, le joueur de l'EN, Lou Bouhraoua. Azzouz Aïb, manager général de l'EN de rugby a, lui aussi, fait part de sa déception après la défaite contre

l'équipe du Maroc. «Nous voulions offrir au public une première victoire, surtout dans ce tournoi officiel. La rencontre s'est jouée sur quelques détails. Les joueurs ont fait quelques erreurs», a-t-il dit. Laurent Sousbie, entraîneur de l'équipe marocaine a souligné, pour sa part, que «la rencontre a été plus que dure contre une équipe excellente équipe algérienne. «Cela s'est joué à pas grand-chose, mais c'est une victoire et on est content. Pour la suite, je souhaite bon courage aux deux équipes. Il reste encore la Tunisie et on y croit». «Les deux équipes étaient bonnes. Le match était très dur. Les Algériens ont marqué l'essai, le seul essai du match à la dernière minute, mais n'ont pas pu réaliser la transformation. J'estime que les deux équipes ont de bons jours devant elles», a souligné Smain Nazzik, joueur de la sélection marocaine.



Algier
Ensoleillé
Min 14 °C
Max 28 °C



Oran
Ensoleillé
Min 12 °C
Max 29 °C



Annaba
Ensoleillé
Min 15 °C
Max 28 °C

Palestine

Une aide britannique de 25 millions de livres

Le gouvernement britannique a octroyé une aide de 25 millions de livres à l'Etat de Palestine, affirmant que le Royaume-Uni continuera à le soutenir financièrement, a indiqué un communiqué officiel. Le Royaume Uni a confirmé qu'il «continuera à fournir des fonds à l'Autorité palestinienne afin de maintenir la stabilité, fournir des services essentiels et construire et renforcer les institutions nécessaires à une solution viable à deux Etats», a souligné le communiqué publié vendredi sur le site du gouvernement.

Il est précisé que «certains changements» seront faits pour assurer que ce financement permet une meilleure qualité de vie pour un maximum de Palestiniens. Le gouvernement britannique a relevé qu'un «examen continu» de l'aide du Royaume-Uni dans les territoires palestiniens occupés, sera mené par le Département pour le développement international et le Foreign Office, afin de s'assurer que le soutien sera utilisé «de manière la plus efficace possible».

Il est expliqué que le soutien du Royaume Uni «va concerner essentiellement les services de santé et l'éducation, afin de répondre aux besoins immédiats du peuple palestinien». Il s'agira notamment de financer les salaires des deux secteurs.

Le communiqué précise que le soutien du Royaume-Uni à l'Autorité palestinienne contribuera à payer les salaires annuels d'environ 30 000 enseignants, médecins, infirmières, sages-femmes et autres agents de la santé publique et de l'éducation. Il permettra également à environ 25 000 jeunes Palestiniens de poursuivre des études, et fournira jusqu'à 3 700 vaccinations pour les enfants, et environ 185 000 consultations médicales par an.

Le gouvernement britannique ajoute par ailleurs, qu'il «évaluera les réformes de gestion des finances publiques fiscales» pour fixer ses futurs aides financières à la Palestine.

Il affirme également qu'il reste «déterminé» à soutenir les besoins de la population de Ghaza afin de «préserver la stabilité dans un contexte de chômage très élevé».

R. N.

Assurance automobile

Hausse progressive du tarif de responsabilité civile dès 2017

Le tarif relatif à la garantie responsabilité civile (RC) dans la branche assurance automobile connaîtra, à compter du 1er janvier 2017, une augmentation progressive de 5% jusqu'à atteindre 20% au début du second semestre 2018, a appris hier l'APS auprès de l'UAR. Cette augmentation continue de 5% sera opérée chaque semestre: Ainsi, le tarif de la RC va augmenter de 5% au 1er janvier 2017, puis d'un autre taux de 5% le 1er juillet 2017, de 5% le 1er janvier 2018 et aussi de 5% le 1er juillet 2018, précise un responsable de l'Union algérienne des assureurs et des réassureurs (UAR).

Cette augmentation ne concerne donc pas toute la composante de l'assurance automobile mais exclusivement la garantie obligatoire couvrant les dommages causés aux tiers, c'est-à-dire la RC, affirme-t-il.

A titre d'exemple, un véhicule de tourisme de 7 à 10 CV soumis actuellement à une prime de RC de 2 000 DA verra sa police d'assurance augmenter de 100 DA par semestre pour payer au total 2 400 DA au 1er juillet 2018.

«Ce réajustement intervient consécutivement à la forte progression des accidents de la circulation et ses répercussions sur l'équilibre de la branche automobile», explique la même source.

Reda A.

GHIR HAK

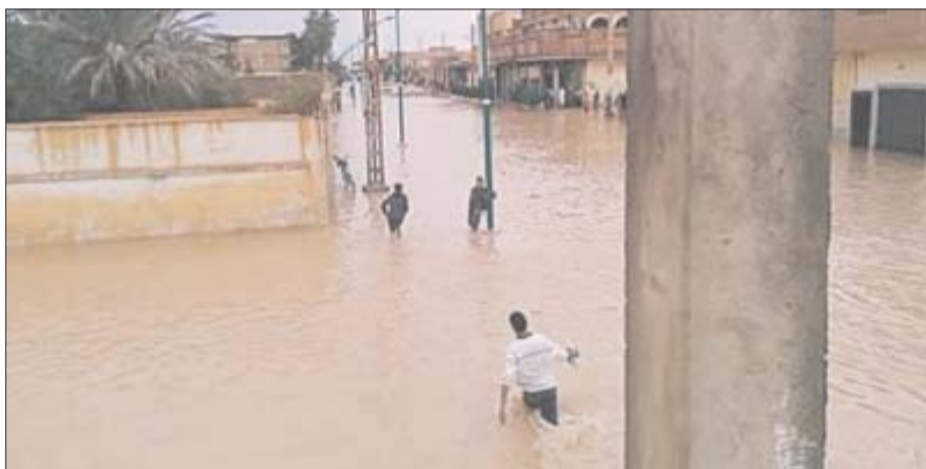
radje07@yahoo.fr

2017 TOUT VA AUGMENTER



Béchar

30 personnes encerclées par les eaux d'oueds, secourues



Trente personnes encerclées par les eaux d'oueds en crues actuellement à travers la wilaya de Béchar, suite aux intempéries que connaît la région depuis samedi, ont été sauvées et secourues ces dernières 24 h par la Protection civile, a-t-on appris hier auprès de la direction locale de cette institution.

«Des unités et des éléments spécialisés des services de la Protection civile ont procédé au sauvetage de ces personnes et de leur véhicules, encerclés par les eaux des crues des oueds de Bouayache, Béni Ounif, Manou, Aaraâr et Boukaïs, dans les parties nord et sud du territoire de la wilaya», a

indiqué à l'APS le responsable de la communication, le lieutenant Tahar Sfisifi.

Deux autres unités ont également secouru le président de l'Assemblée populaire communale de Tamtert et son chauffeur, qui allaient être emportés, à bord de leur véhicule, par la crue de l'oued Béchar au niveau de son tronçon situé à la sortie de Béchar, a-t-on signalé.

Les interventions rapides des unités de la Protection civile, en alerte depuis le début des intempéries, la nuit de vendredi à samedi, ont permis le sauvetage de 170 têtes de cheptel qui ont failli être emportées par les crues des oueds de Lahmar et Boukaïs, au nord-ouest de la

wilaya, selon la même source.

Les intempéries enregistrées actuellement à travers les 21 communes de la wilaya ont engendré l'effondrement partiel de sept habitations à travers plusieurs communes, dont Béchar, ainsi que des stagnations d'eau de pluie dans plusieurs endroits et quartiers de la commune de Béchar, a également signalé M. Tahar Sfisifi. Un comité de suivi de la situation a été mis en place sous la supervision du secrétaire général de la wilaya pour coordonner les opérations et actions de secours et de soutien à la population de la wilaya, a-t-on constaté sur place.

R. N.

Prise en charge des migrants

L'Algérie est au-dessus de tout soupçon

Le ministre d'Etat, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale, Ramtane Lamamra, a affirmé hier à Oran que «l'Algérie est au-dessus de tout soupçon en terme d'humanisation dans la gestion de la question des migrants».

«Pour ce qui est de la prise en charge des migrants dans le cadre des exigences de la solidarité africaine, l'Algérie est au-dessus de tout soupçon», a indiqué M. Lamamra, dans une déclaration à l'APS, en marge de la 2^{ème} journée du Séminaire de haut niveau sur la paix et la sécurité en Afrique, ouvert samedi au Centre des conventions d'Oran.

Le ministre a rappelé que l'Algérie a énormément contribué dans la conception et la définition d'une position de l'Afrique vis-à-vis de la question de la migration. «Nous sommes les concepteurs de cette position africaine au vu

du nombre des réunions importantes que nous avons initiées à ce sujet», a-t-il ajouté.

M. Lamamra est revenu sur la question de reconduction aux frontières des personnes séjournant illégalement en Algérie, affirmant que ces opérations ont été menées «avec la coopération et en étroite coordination des services consulaires des pays concernés».

«Des incidents ont pu avoir lieu, mais leurs conséquences ont été très réduites», a assuré le ministre, saluant les forces de sécurité qui, a-t-il souligné, ont fait preuve de «professionnalisme et de sang-froid».

Dans ce sens, le ministre a déploré que «les milieux hostiles à l'Algérie se sont saisis de ces cas humains pour s'attaquer au pays, qui demeure une terre d'hospitalité et de générosité dont bénéficient même les personnes qui y résident illégalement».

R. N.

ACTU...

Illizi

Six morts dans un accident de la circulation

Six personnes sont mortes et deux autres ont été blessées dans un accident de la route survenu samedi soir près de la zone d'El Merck, commune de Debdeb, a-t-on appris dimanche auprès du groupement de gendarmerie de la wilaya d'Illizi. Une violente collision entre un camion frigorifique avec à son bord trois personnes et un véhicule tout-terrain roulant dans le sens opposé et avec à son bord cinq personnes, à près de 20 km de la base pétrolière d'El Merck, a causé la mort sur place de six personnes et des blessures aux deux autres occupants du véhicule, a-t-on précisé.

Les victimes ont été évacuées vers la clinique médicale de cette base pétrolière avant de transférer les blessés vers Ouargla, selon la même source. Une enquête a été ouverte par les services de la Gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances de ce tragique accident.

R. N.

Coupeure des services de la téléphonie et d'Internet à Tindouf

Le service sera rétabli dans les plus brefs délais

La réparation de la panne du réseau de téléphonie et d'Internet à Tindouf, après une coupure du câble de fibre optique, se fera progressivement et le service sera rétabli dans «les plus brefs délais», a assuré hier un communiqué d'Algérie Télécom. «Algérie Télécom informe ses clients de la wilaya de Tindouf, qu'en raison des intempéries enregistrées dans la wilaya de Béchar, et qui ont enregistré la coupure du réseau de câbles à fibre optique, reliant les wilayas de Tindouf et Béchar, les services de la téléphonie et d'Internet ont enregistré des perturbations aux environs de 5h47 ce matin», a précisé la même source. Afin de rétablir les liaisons endommagées, les services techniques d'Algérie Télécom sont intervenus immédiatement après l'identification du lieu de la panne, localisé à Abadla, à 605 km de la ville de Tindouf, au lieudit Oued Faya, à 80 km au sud de Béchar, a ajouté la même source.

Y. L.

Tlemcen

Arrestation de trois narcotrafiquants

Trois narcotrafiquants ont été arrêtés et six quintaux de kif traité ont été saisis samedi à Tlemcen par un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale, indique hier un communiqué du ministère de la Défense nationale.

«Dans le cadre de la sécurisation des frontières et de la lutte contre la criminalité organisée antiterroriste, un détachement de l'Armée nationale populaire en coordination avec des éléments de la Gendarmerie nationale a arrêté, le 17 décembre 2016 à Tlemcen (2^e Région militaire), trois narcotrafiquants et saisi une importante quantité de kif traité s'élevant à six quintaux», précise la même source.

A Bordj Badji Mokhtar (6^e Région militaire), un détachement de l'ANP «a saisi un pistolet mitrailleur de type kalachnikov et une quantité de munitions, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont arrêté, à In Guezzam, sept contrebandiers et saisi sept camions chargés de (244,105) tonnes de denrées alimentaires», souligne le communiqué.

Par ailleurs, des gardes-frontières «ont appréhendé 31 immigrants clandestins de différentes nationalités africaines à Tlemcen et In Guezzam», ajoute le MDN.

Y. N.